IMT Nuremberg Archives

H – 4779

International Court of Justice

H4779 – 0002

RF 1142 ..... Book

"A German journalist speaks to you"

"Un journalist allemand vous parle....."

Contained in pigeon-hole cabinet, section 4D.

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
Exhibit RF 1142
Filed Feb 5/1946

A101732

RF 1142
TJ 65

Un journaliste allemand vous parle...

H4779 – 0003

PAR LE

Dr Friedrich

R.F. 1142
AA 101733

ÉDITIONS
LE PONT

H4779 – 0004

H-4779

Un journaliste Allemand vous parle

R.F. 1142 ~~H413~~

ÉDITIONS LE PONT
55, CHAMPS-ÉLYSÉES, 55
PARIS

A 101734

H4779 – 0005

PREMIÈRE PARTIE

PREFACE

Les causeries successivement faites sous les auspices de Radio-Paris, que j'ai réunies, à la demande de nombreux auditeurs, dans cette brochure, sont assurément et ouvertement de la propagande. Je me flatte qu'elles soient même de la propagande utile, car elles apportent, à l'attention du public français, des arguments jadis inconnus qui sont ceux de la plupart de mes compatriotes. Elles propagent la vérité. Or, n'est-ce pas faire besogne utile que d'éclairer les Français sur les lois et la raison d'être qui dominent tous les actes du Reich à l'égard de la France?

Mes exposés n'ont pas la prétention d'imposer mes raisons aux Français ; faisant appel au sens critique non moins qu'à l'intérêt national français, je vous laisse seuls juges de la valeur ou de l'utilité que mes arguments peuvent présenter pour vous.

Permettez-moi d'ajouter encore ceci :

En vous exposant, dans mes causeries le point de vue d'un journaliste-soldat allemand, je n'ai pas l'ambition de convaincre tout d'un coup la quasi-totalité des Français. Après trois siècles de luttes héréditaires, il faut bien des efforts tels que le mien et il faut surtout du temps si l'on veut arriver à une meilleure compréhension entre nos deux peuples et à un vaste rapprochement continental. En l'attendant, ou plutôt en y vouant mes modestes efforts, laissez-moi vous

A 101735

dire que mes quelques auditeurs critiques ne me sont pas moins chers que ceux qui m'approuvent, à condition qu'eux aussi se basent sur un point de vue peut-être erroné, mais quand même français : je sais bien que les Français ne sont pas un peuple mou. « On ne s'appuie que sur ce qui résiste ». L'Europe Nouvelle ne manquera pas de s'apercevoir de la portée de cette maxime.

Nous autres Allemands, en tout cas, le savons très bien. D'ailleurs, puisque la propagande allemande se donne tant de peine pour convaincre les Français de l'utilité du nouvel ordre et d'une coopération continentale, n'est-ce pas là un compliment, une appréciation des valeurs françaises? Si les Allemands ne voulaient pas épargner à la France une paix imposée par le vainqueur au modèle de Versailles, je ne vois pas pourquoi la propagande allemande se donnerait tant de mal.

Dr. FRIEDRICH.

A 101736

H4779 – 0006

H4779 – 0007

LA FRANCE EN FACE DE LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE

(20-4-41.)

Les trois précédentes causeries m'ont valu des centaines de lettres venues de tous les coins de la France.

J'ai été honoré et flatté d'un tel accueil, et c'est avec joie que j'ai accepté l'invitation de Radio-Paris me priant de développer à nouveau pour vous — devant vous, pourrais-je dire — des problèmes d'une haute actualité.

On nous demande souvent à nous autres, Allemands, ce que nous entendons par la notion de révolution et notamment pourquoi nous sommes fiers de notre titre de révolutionnaires.

Animé du simple désir de vous expliquer et de vous faire comprendre, à vous autres Français, les lois et les nécessités, de même que les symptômes de la révolution entreprise par les Allemands, je ne peux mieux faire que d'attirer votre attention sur les faits révolutionnaires de cette guerre même, des faits que vous connaissez, que vous avez vécus et qu'en partie vous vivez encore, sans peut-être les juger toujours à leur juste valeur.

Je précise : si moi, Allemand, je suis à même de vous parler, à vous Français, en pleine guerre, — car l'armistice n'est pas encore la paix — si donc je puis vous parler, vous expliquer, attirer vos regards vers ce qu'il y a de commun entre les intérêts de nos deux peuples, c'est déjà un premier fait révolutionnaire.

101737

Si, de plus, des relations diplomatiques, ou quasi-diplomatiques, existent entre la France et l'Allemagne qui sont, je le répète, toujours des belligérants, c'est encore un fait inconnu jusqu'à présent dans l'Histoire, donc un fait révolutionnaire.

Si, ensuite, en pleine guerre, les prisonniers français reviennent dans de larges proportions reprendre leurs places à leurs foyers et contribuer ainsi, pour une part importante, au redressement français, qu'est-ce d'autre qu'un fait inédit et, en même temps, révolutionnaire?

Je pourrais citer bien d'autres exemples tout aussi symptomatiques, lesquels ne feraient que souligner le caractère non impérialiste, mais bien révolutionnaire, que le Reich allemand a su donner à cette guerre.

Mais je me contenterai de donner les exemples les plus significatifs : Les autorités allemandes ont conclu avec les autorités françaises, dans une étendue toujours croissante, maints accords commerciaux qui ont mis un terme au chômage dans bien des domaines de la vie économique française.

Mais il y a mieux encore. Même en pleine guerre, l'observateur objeetif a déjà dû constater des actes inspirés de l'esprit révolutionnaire allemand. En effet, nos troupes durant les opérations militaires en France ont épargné, grâce à une stratégie voulue et dans la mesure du possible, l'élément le plus précieux de votre nation, le sang français.

La correction des troupes d'occupation allemandes envers la population civile est un fait. Il ne me reste qu'à vous citer, dans cet ordre d'idées, encore un geste sans précédent dans l'histoire : celui de Montoire.

Croyez-vous, auditeurs de Radio-Paris, que tous ces faits, qu'aucune personne de bonne volonté ne saurait contester, auraient été possibles sans l'appui d'une armée victorieuse révolutionnaire et non pas impérialiste?

Tout ceci, je vous le cite seulement comme exemple, comme un symptôme. Car la vraie révolution, dont la lutte contre le système capitaliste n'est forcément que l'aspect destructif, eh bien ! cette révolution, longtemps désirée par les meilleurs esprits de l'Europe, longtemps préconisée par les Français les plus qualifiés, cette révolution va achever la communauté de l'Europe. Cette

A 101738

H4779 – 0008

H4779 – 0009

révolution, qui se fera sur le plan politique aussi bien que dans le domaine économique, profitera à nous tous. Elle ne sera ni allemande, ni française, mais européenne. Plus d'intervention étrangère, l'Europe sera aux Européens. Plus de frictions, plus de litiges sanglants sur notre continent ! Une prospérité générale, garantie par une réforme sociale, par une mise en valeur rationnelle et commune des richesses, et enfin par une liberté équitablement répartie. Voilà les bases stables et prospères du nouvel ordre en Europe... Français ! que pourriez-vous demander de plus, puisque les meilleurs de vos esprits ont toujours préconisé ce noble idéal? Qui, en effet, pourrait refuser son plus chaleureux concours à pareille révolution profitant à tous? Qui, d'ailleurs, paierait dans ces conditions les frais de cette guerre, sinon nous tous? Qu'est-ce que les Bernheim, les Bernstein, les de Gaulle même, peuvent opposer de vrai, de fertile, de concret à cette révolution européenne?

Mais... il y a aussi un mais. Chaque révolution a ses lois, invariables d'ailleurs, qu'il s'agisse des sans-culottes français ou des nationalistes allemands. Ce mais catégorique, le voici : Aucun esprit révolutionnaire, quel qu'il soit, n'admet la défiguration du sens même de sa révolution, serait-ce par des obstructions systématiques ou par des combinaisons. La révolution de l'Europe, dont la première partie, la destruction du capitalisme, est déjà acquise, est une révolution essentiellement sociale. Elle exige catégoriquement, elle exige de nous tous que l'intérêt commun passe devant l'intérêt particulier. Par conséquent, quiconque chercherait à la dénaturer en en faisant une combinaison profitable à ses seuls intérêts particuliers, serait fatalement écrasé.

Français ! Français que nous ne voudrions pas considérer comme ennemis, mais comme partenaires de la révolution européenne, ne gâchez pas cette révolution qui sera la vôtre comme elle est la nôtre.

Il y a quelques semaines, un économiste allemand a souligné la seule chose qui importe pour nous tous : l'Allemagne révolutionnaire veut dominer sa victoire si vous êtes prêts à dominer votre défaite. Il ne s'agit pas, a-t-il ajouté, de ce que nous, Allemands, vainquions. Il ne s'agit pas, non plus, de ce que vous perdiez la guerre. Il importe seulement que l'Europe la gagne.

Les vainqueurs de 1919 n'avaient pas réussi à faire disparaître

A 101739

la notion affreuse, le sentiment décevant de la défaite. Seule, une révolution, celle que nous avons entreprise, peut combler le fossé entre vainqueurs et vaincus. Aidez-nous à y parvenir.

Chaque jour qui s'écoule conduit les troupes révolutionnaires allemandes plus près de la victoire finale, cette victoire que nous ne considérerons comme complète qu'à l'instant où l'ordre nouveau, dont la France devrait faire partie, sera établi.

Que la France comprenne son rôle futur dans l'Europe future, c'est là l'unique désir que j'ai à vous formuler ce 20 avril 1941, anniversaire d'Adolf Hitler.

A 101740

H4779 – 0010

H4779 – 0011

UNE RÉPONSE

(27-4-41.)

Les précédentes causeries à ce micro m'ont valu un nombreux courrier. J'ai lu toutes ces lettres avec beaucoup d'intérêt et j'ai pu constater que si vous, mes auditeurs, vous vous intéressez à mes causeries, vous engagez assez volontiers une discussion avec nous autres Allemands, et que vous ne demandez qu'à vous renseigner sur nos conceptions que, dans le fond, vous ne connaissez qu'en apparence sans en percevoir les bases réelles.

Car, reconnaissons-le, on vous a tellement menti en vous parlant de l'Allemagne nouvelle, de son climat et de ses réalités que je considère presque comme un devoir impérieux, je dirais même comme une nécessité absolue, de contribuer, pour ma modeste part, à dissiper une foule de malentendus qui, dans le fond, vous séparent de nous.

Dans vos lettres, mes chers auditeurs, vous m'avez apporté beaucoup d'encouragements. Vous avez insisté pour que je continue à vous parler. Je vous en remercie et je m'en acquitte avec d'autant plus de plaisir que je sais que chacune de mes causeries réunit autour de moi un auditoire de plus en plus grand.

Si je prends la parole aujourd'hui, c'est pour répondre à vos lettres, non pas à la majorité, c'est-à-dire à celles qui contiennent des approbations, car je n'ai pas pour coutume de prêcher pour les convertis, ces approbations constituant pour moi un vaste référendum pour l'Europe nouvelle.

Je ne m'adresse pas non plus aux auteurs de quelques lettres

A 101741

anonymes qui n'ont ni apporté de solutions nouvelles, ni de preuves contre la thèse que je soutiens. Ils ne signent pas ; ils préfèrent rester dans l'ombre... Cependant, c'est à la lumière du jour que se refera la France et c'est à la lumière du jour que sera bâtie l'Europe nouvelle.

En parlant à cette tribune, je m'adresse aux vrais Français, à ceux qui ont le courage de leur opinion, à ceux qui apportent à notre débat des arguments réels et parfois des critiques et qui signent leurs lettres dignement, de leur nom, et non pas à ceux d'entre vous qui, n'ayant pas ce courage, remplacent leur signature par cette mention grandiloquente, et pourtant si faible : « Français 100 pour 100. »

« Le Français 100 pour 100 », c'est, à mon avis, l'homme qui dit franchement ce qu'il pense et qui prend la responsabilité de ses écrits, c'est celui qui, comme moi, préfère la franchise, l'opinion personnelle à la lâcheté.

Donc, si je me décide à répondre aux quelques critiques que j'ai reçues, signées d'ailleurs, je le fais, en premier lieu, pour vous répondre à vous, madame de R..., qui m'avez adressé une lettre pleine de civilité, pleine de bonne volonté pour la collaboration, mais pourtant critique. Je réponds à votre demande de vous « délivrer », comme vous vous exprimez, « des Dieudonné, des Marcel Déat, etc... qui n'ont », c'est toujours vous, madame, qui le dites, « qu'un but : faire une propagande qui sert leurs intérêts ».

Eh bien, madame, je n'ai pas du tout la prétention de vous donner mon appréciation sur un problème qui me paraît être, avant tout, un problème de politique intérieure française, mais puisque vous me demandez mon avis, je vais vous le donner.

Voyez-vous, madame, si je suis farouchement Allemand, je connais pourtant assez bien la mentalité française. C'est pourquoi je comprends votre grief et je le rejette en même temps, et cela pour deux raisons.

Voici la première : Les Déat et les Dieudonné, quoi qu'on en dise de mal, sont, dans le fond, des socialistes, des socialistes qui sont profondément déçus des résultats du soi-disant socialisme français. Ils ont constaté qu'outre-Rhin, dans ce peuple d'Allemagne auquel j'appartiens, était né le vrai socialisme, le socialisme qui correspond, en réalité et non pas en apparence, aux besoins

E A 101742

H4779-0011A

du XXe siècle qui est celui de l'évolution ouvrière. Or, ce socialisme révolutionnaire qui va changer la face de l'Europe en apportant à tous le vrai bonheur et qui ne favorisera plus une classe ou un clan de fortunés, ne correspond-il pas à l'idéal de tous ceux qui ont voulu, en vain malheureusement, l'appliquer en France et ailleurs?

C'est un signe caractéristique de toutes les révolutions qu'elles sont contagieuses. Eh bien, en toute sincérité, pouvez-vous reprocher à ces hommes d'avoir trouvé la réalisation de leur idéal en dehors des frontières de leur patrie?

Mais ce n'est pas seulement du point de vue de la révolution européenne que leur attitude est à défendre. Elle l'est, au même degré, du point de vue uniquement français.

Songez au 13 décembre ; que se passa-t-il alors?

Le Führer de l'Allemagne victorieuse avait tendu la main à la France vaincue. A ce moment-là, si j'avais été Français, j'aurais crié : « Victoire, nous sommes sauvés ! » et si, de plus, j'avais été un homme d'État vichyssois, j'aurais fait tout ce qui était en mon pouvoir pour favoriser, pour développer le climat de Montoire.

On a préféré faire le contraire. En emprisonnant M. Laval, on a placé le Reich devant la réflexion suivante : « Vichy a limogé Laval soi-disant pour des raisons de politique intérieure, en l'accusant de je ne sais quoi. Or, ou Laval n'est pas un honnête homme, ce que prétendirent les Vichyssois, et alors ce fut une offense de le présenter au vainqueur comme protagoniste de la collaboration, ou bien Laval est un homme propre,— ce qui d'ailleurs, est le cas, — et alors c'est une offense d'emprisonner celui qui avait représenté la France dans les pourparlers franco-allemands. »

Dans mon dernier exposé, j'ai souligné qu'un esprit révolutionnaire n'admet jamais que quiconque gâche sa révolution. Seule, une révolution était et est susceptible de réduire à néant la notion désastreuse de la défaite, car une révolution européenne profitera à tous.

Or, le 13 décembre, certaines gens de Vichy s'avéraient nettement hostiles à cette collaboration que nous considérons comme un des piliers de la révolution européenne.

Certains personnages chuchotaient même que la collaboration avait perdu beaucoup de son intérêt.

A 101743
H4779-0011B

Je vous demande donc, qu'y aurait-il eu de plus logique pour l'Allemagne que d'écraser les ennemis français de la révolution européenne? Nous ne l'avons pas fait et si nous avons renoncé à ce châtiment logique cependant et auquel tout le monde s'attendait, eh bien ! c'est, en grande partie, grâce à des hommes comme Déat.

Vous ne comprenez pas? Je vais préciser ma pensée.

A l'instant même où Vichy opposait au geste généreux de Montoire qui devait enlever à la France la honte de la défaite, où Vichy, dis-je, opposait à ce geste une offense au vainqueur, — à ce moment même un groupe de Français, par un rassemblement populaire, par un référendum librement consenti et voté, prouvait au vainqueur, tout disposé à tirer de l'intransigeance vichyssoise des conséquences aussi graves que logiques, qu'il y avait quand même des Français, de vastes masses françaises, déjà ouvertes au sens de la révolution européenne, l'approuvant de tout cœur, désirant une coopération française à cette œuvre dans la dignité et dans la réalisation.

A vous, chers auditeurs de Radio-Paris, de juger à présent si cette attitude allait à l'encontre de l'intérêt bien compris de tous les Français?

L'Europe, auditeurs français, attend de cette France, dont le sort nous tient tous à cœur, et dont le destin est en même temps le vôtre, sa contribution au nouvel ordre.

N'oubliez pas cependant que l'Europe ne peut attendre indéfiniment. Elle ne peut, à aucun prix, manquer sa chance à cause d'une France hésitante ou attentiste.

L'Europe nouvelle se fera avec la France, si possible, mais elle se fera bon gré mal gré, si la France ne se décide pas.

Le bonheur pour tous les Français, à la joie de nous tous, si les Français se décident à saisir la dernière chance de reprendre dignement leur place dans l'Europe nouvelle.

Voilà, madame de R..., ce que j'avais à vous répondre. Je pense que ces réflexions n'intéressent pas que vous et c'est pour cela que je viens d'en faire part à tous les auditeurs de Radio-Paris.

A 101744

H4779 - 0012

H4779 – 0013

A PROPOS DE « MEIN KAMPF »

(11-5-41.)

CHAQUE fois que je prépare ma causerie du dimanche, je compulse le volumineux courrier que m'a apporté la précédente,et chaque fois, je suis heureux de constater combien se resserrent les liens entre vous et moi, et avec combien d'intérêt — je dirai même, avec combien de passion — vous suivez chacune de mes causeries.

Vous m'apportez dans vos lettres tant de suggestions, et vous me posez tant de questions... que je suis, je vous l'avoue franchement, un peu embarrassé car, voulant répondre à toutes, je ne sais à laquelle répondre en premier lieu.

Parmi les lettres que j'ai reçues au cours de la semaine dernière, il y en a trois ou quatre qui m'ont particulièrement frappé, parce qu'elles me paraissent faire preuve d'un certain pessimisme... d'un pessimisme qu'il faut absolument combattre pour arriver à la solution stable de la situation.

Ces lettres me posent invariablement la même question : « Vous voulez que nous collaborions avec vous... et vous semblez oublier — ou ignorer — le mépris que le Führer a exprimé à l'égard de la France dans son livre *Mein Kampf*. Ses paroles, jurant la perte de la France, ne semblent-elles pas se réaliser dans les événements de cette guerre? »

A 101745

Examinons ensemble, auditeurs de Radio-Paris, ce que *Mein Kampf* contient d'immuable et ce qu'il contient de momentané.

Avant de faire avec vous ce tour d'horizon des relations franco-allemandes, depuis l'occupation de la Ruhr jusqu'à Montoire, je vais vous poser cette même question qu'a formulée le Führer en 1936, en présence d'un journaliste français : « Est-ce qu'au lieu de vous livrer à des devinettes psychologiques à mon égard, vous ne feriez pas mieux de raisonner en usant de cette fameuse logique à laquelle les Français se déclarent si attachés? »

C'est d'ailleurs seuls, en toute logique, sans parti pris ni préjugés, que nous pourrons discuter ensemble de cette phrase, tant discutée, du livre *Mein Kampf*.

Considérez avec moi, tout d'abord, l'époque à laquelle le jugement sévère du Führer à votre égard fut conçu et, après, son esprit par rapport à la doctrine nationale-socialiste.

D'abord l'époque : il s'agit de 1923, époque où un gouvernement français avait ordonné, trois ans après la conclusion de Versailles, l'occupation militaire de la Ruhr. Écoutez comment le Führer lui-même l'a définie dans une interview, donnée à un journaliste français, en 1936 :

« J'étais en prison quand j'ai écrit ce livre, dit-il. Les troupes françaises occupaient la Ruhr. C'était le moment de la plus grande tension entre nos deux pays. Oui, nous étions ennemis ! Et j'étais avec mon pays comme il sied, contre le vôtre — comme j'ai été avec mon pays contre le vôtre durant quatre ans et demi dans les tranchées. Je me mépriserais si je n'étais pas, avant tout, Allemand quand vient le conflit. Mais, aujourd'hui, — a ajouté Hitler en 1936 — il n'y a plus de raison de conflit. »

De ces paroles magistrales du Führer, auditeurs de Radio-Paris, se dégage déjà une première vérité, essentielle pour la compréhension du jugement de la France dans *Mein Kampf*. Vous pouvez en déduire que ce jugement n'appartient pas à la partie doctrinale de ce livre — il n'est pas compris non plus dans les vingt-cinq points du programme national-socialiste — mais qu'il est momentané, conditionné avec la situation donnée, causée par la France.

Mais — me direz-vous — toujours fidèles à ce que vous ont prêché vos journalistes d'autrefois — qui, d'ailleurs, n'ont jamais

A 101746

H4779 - 0014

H4779 – 0015

osé vous faire connaître les paroles d'Hitler in extenso, mais ne vous en ont reproduit que des extraits tendancieux — « pourquoi le Führer, afin d'effacer tout ce qui pouvait choquer la France, n'a-t-il pas rectifié *Mein Kampf* dans les éditions ultérieures? »

Je vous réponds en vous citant textuellement les paroles prononcées par le Führer en 1936, au cours d'une interview où la même question lui fut posée :

« Vous voulez que je fasse des corrections à mon livre, comme un écrivain qui prépare une nouvelle édition de ses œuvres, mais je ne suis pas un écrivain. Je suis un homme politique. Ma rectification, je l'apporte tous les jours dans ma politique extérieure, toute tendue vers une amitié avec la France ! Si je réussis le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi! Ma rectification, je l'écrirai dans le Grand Livre de l'Histoire... »

Cette réponse touche vraiment le fond du problème. « Si je réussis le rapprochement franco-allemand », dit-il. C'est-à-dire que le rapprochement franco-allemand une fois établi sur des bases stables, garanti dans sa continuité, le Führer sera prêt à inscrire sa rectification dans le grand livre de l'Histoire.

Un an après la proclamation par le Führer du programme des treize points, dans lequel il s'engagea, au nom du Reich allemand, à participer à tout moment à un système de coopération collective, à la seule condition que fût reconnue à l'Allemagne l'égalité absolue des droits... un an après cette offre allemande qui ne fut jamais acceptée — ni même discutée — par ses adversaires, Adolf Hitler fit à Francfort la déclaration suivante :

— Je serai prêt, à tout moment, à conclure un accord avec le Gouvernement Français. Nous en appelons aux deux peuples. Je pose au peuple allemand la question que voici : « Peuple allemand, veux-tu qu'entre nous et la France soit enfin enterrée la « hache de la guerre », et que s'établissent la paix et l'entente?... » Si telle est ta volonté, dis : « Oui. »

Telles ses paroles... tels furent ses actes. Un vaste mouvement de rapprochement franco-allemand fut créé dans le Reich, qui fit tout pour resserrer le contact entre les représentants de la

A 191747

jeunesse, des anciens combattants et des diverses professions des deux pays.

En même temps, et en premier lieu, on commençait à faire pénétrer dans l'esprit des Allemands, qui jusque-là étaient forcément hostiles à la France, l'idée d'une meilleure compréhension entre Français et Allemands.

La preuve de cette transformation profonde de l'esprit allemand, vous pouvez la voir quotidiennement dans la correction et la cordialité des troupes allemandes stationnées en France envers vous.

En France, hélas ! les hommes politiques n'avaient jamais tenté de refaire l'esprit français à notre égard. Toutes les offres d'Adolf Hitler furent rejetées. Munich restait sans lendemain, et la déclaration de guerre française au Reich, accompagnée des fanfares maurassiennes encouragées par Paul Reynaud en vue du démembrement total de l'Allemagne, semblaient fatidiquement justifier le jugement sévère que le Führer avait prononcé à l'adresse de la France occupant la Ruhr.

***

Nous avons pu constater ainsi que ce ne fut pas à Adolf Hitler de rectifier sa conception, mais plutôt aux gouvernements successifs de la France. Hitler n'a, d'autre part, pas épargné ses avertissements à leur intention. Ainsi, dit-il, le 16 novembre 1933 déjà..., dans une interview accordée à M. de Brinon, que : « ...Si la France entendait fonder sa sécurité sur l'impossibilité matérielle pour l'Allemagne de se défendre, il n'y avait rien à faire. Pas un Allemand pour la guerre — poursuit-il — mais pour la défense, tout le peuple. »

Le 3 septembre 1939, l'Angleterre et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne rendant, de ce fait, vains tous les efforts préalables du Führer tendant à éviter à nos deux pays une nouvelle saignée...

Et pourtant, la guerre franco-allemande terminée par la victoire allemande, le Führer revint encore une fois à son intention de voir se rapprocher nos deux peuples. D'abord l'armistice, sans humiliation pour le perdant, sans atteinte à l'honneur français,

A 101748

H4779 – 0016

H4779 – 0017

et puis l'entrevue de Montoire, peut-être unique dans l'Histoire du Monde !... A tel point que vous-mêmes, peut-être, en étiez étonnés !

Voyez-vous, pour comprendre le geste de Montoire, il faudrait connaître au moins « grosso modo » le programme du parti national-socialiste, d'où découle logiquement la conception de la politique européenne allemande.

Le premier point du programme national-socialiste concerne l'unité ethnique de l'Allemagne ; le second vise à établir son unité morale et raciale ; un autre point concerne les clauses du traité de Versailles ; le quatrième point supprime les écumeurs de l'épargne et les spéculateurs, fauteurs de guerre. Un autre point vise à la destruction de la haute finance ; d'autres enfin, à l'amélioration du niveau de vie des masses ouvrières et à la réconciliation des classes.

Telle est en peu de mots la doctrine nationale-socialiste appliquée par Hitler depuis 1933... Mais, me direz-vous, qu'est-ce que cette doctrine a à voir avec le destin de la France?...

Déjà, le 7 mars 1936, le Führer a abordé cette question primordiale.

— J'ai cherché à résoudre, dit-il, en Allemagne, les problèmes d'une haineuse théorie de lutte des classes dans le sens d'une raison supérieure, et j'y suis arrivé !... Pourquoi, en dégageant les antagonismes généraux entre nations et États de l'Europe, des sphères de la déraison et de la passion, ne les placerait-on pas sous le jour apaisant d'une compréhension supérieure?

Voilà l'idée de Montoire... Voilà l'Europe future.

En vous citant tout à l'heure, en quelques mots, les points essentiels du programme national-socialiste, vous avez pu vous rendre compte par vous-mêmes que la doctrine nationale-socialiste est une doctrine essentiellement socialiste dans le sens de la délivrance des damnés de la terre, des infortunés du destin, et dans le sens d'un élèvement du standard de vie des travailleurs, et tout cela forcément à l'encontre du capitalisme et des États capitalistes.

Le socialisme s'adaptera un jour à toute l'Europe. C'est là

A 101749

une révolution qui profitera à nous tous, et qui fera perdre à cette guerre son caractère traditionnel de haine et de revanche.

Si donc, pour en revenir au livre *Mein Kampf* et à la question qui a fait l'objet de ma présente causerie... si donc vous jugez les événements et les choses avec la clarté et la logique dont vous êtes capables, vous finirez par comprendre qu'aujourd'hui, après le 13 décembre — comme autrefois après la Ruhr — ce n'est pas à Hitler à changer d'avis,.mais bien à la France.

Il m'est pénible de le constater, mais les faits sont pourtant toujours les mêmes... C'est la France qui occupait la Ruhr en 1923, c'est la France qui repoussait après 1933 toutes les offres d'entente du Führer... qui laissait Munich sans lendemain... C'est la France qui déclarait la guerre au Reich en 1939... et c'est la France qui répondit à Montoire par le coup d'État du 13 décembre.

Nous autres, Allemands, nous croyons comprendre qu'aujourd'hui, ce n'est plus la France entière qui persiste dans les erreurs du passé, et nous considérons les mouvements de rapprochement et de collaboration comme un vaste referendum en faveur de l'ordre nouveau en Europe.

Que la France se rallie à la cause de l'Europe nouvelle, c'est là l'ultime désir que je ne cesserai de vous formuler... C'est là le seul chemin et la seule condition qui permettront à Adolf Hitler de réaliser ce qu'en 1936 il a déclaré à l'un de vos compatriotes : « Ma rectification, je l'écrirai dans le Grand Livre de l'Histoire. »

A 101750

H4779 - 0018

H4779 – 0019

L'AVENIR SE DESSINE

(18-5-41.)

Depuis que je vous ai quittés dimanche dernier, bien des choses se sont passées qui valent la peine d'être prises en considération par tous les Français.

En effet, le 11 mai, l'amiral Darlan, d'accord avec le maréchal Pétain, a eu un entretien avec le Führer. Et si, n'étant pas dans le secret des dieux, et si, d'autre part, moins bavards que les propagandistes de Londres, nous sommes obligés, afin de ne pas compromettre les conversations en cours, de garder en secret tout ce que les déclarations officielles nous permettent de deviner, je tiens à rendre hommage, avec tout le respect d'un soldat allemand à l'égard d'un grand soldat français, aux paroles du maréchal de France, paroles dignes d'occuper une place d'honneur dans la chronique des relations franco-allemandes. Ces paroles, les voici : « Si, dans l'étroite discipline de notre esprit public, nous savons mener à bien les négociations en cours, la France pourra surmonter sa défaite et conserver dans le monde son rang de puissance européenne et coloniale. »

Permettez-moi, auditeurs français, de vous exprimer mon admiration pour la profonde dignité, et en même temps, pour la sagesse politique de l'illustre vieillard qui voue tous ses efforts à une œuvre de réconciliation historique dans le but de surmonter avec vous la défaite de la France.

C'est à la lumière du soleil que se dessine et s'engage sur le

A 101751

chemin d'une coopération continentale, onze mois seulement après sa plus grande défaite, le relèvement de la France. Je m'acquitte de ce devoir avec d'autant plus de satisfaction, que j'ai lutté, — comme beaucoup d'Allemands, — inlassablement, pour une réconciliation franco-allemande depuis le 30 janvier 1933, jour de l'avènement au pouvoir d'Adolf Hitler.

En tant qu'Allemand, je rends hommage enfin à la sagesse et à la perspicacité de mon Führer qui, de par son génie politique, a su écarter tout sentiment de vengeance ou de simple aspiration impérialiste dans le peuple vainqueur, et qui achève par l'esprit et par les méthodes de la Révolution européenne l'unité continentale, assurant ainsi le salut et le bonheur de nos Nations.

Dans ma causerie de dimanche dernier que quelques auditeurs ont qualifiée de « dure » mais pertinente, je vous ai démontré la logique qui a guidé la politique hitlérienne depuis l'occupation de la Ruhr jusqu'à Montoire. Je vous disais que le Führer a eu raison de se méfier des gouvernements successifs de la France et j'ai ajouté qu'il se déclarait prêt à rectifier son sévère jugement sur la France, tel qu'il est exprimé dans *Mein Kampf* — à le rectifier non pas dans son livre, mais dans le grand livre de l'Histoire.

Et je vous ai expliqué, au cours de cette causerie, les conditions qui permettront au Führer de réaliser cette rectification. J'ai l'impression, mes chers auditeurs, que ma prédiction s'avère de plus en plus exacte, que le chemin de sa réalisation est engagé et que vous pouvez vraiment espérer par un effort, peut-être dur, mais d'autant plus fructueux, surmonter votre défaite. Car, et cela je vous l'ai répété à maintes reprises, l'Allemagne est prête à dominer sa victoire si la France domine sa défaite. Nos deux Nations n'ont qu'à y gagner.

Ceci dit, vous comprendrez plus clairement le sens et l'idée directrice de mes précédentes causeries : Par mon exposé sur la Révolution européenne, je venais vous démontrer la tendance socialiste qu'a prise la lutte du continent contre les forces du capitalisme et de l'impérialisme. En vous expliquant dans un autre exposé l'extrême logique de tous les jugements et de tous les actes d'Adolf Hitler à l'égard de la France, j'allais vous rassurer quant à la prétention tendancieuse que le chef de tous les Allemands, et en conséquence, tous les Allemands eux-mêmes, n'agissaient pas vis-à-vis de vous avec sincérité.

A 101752

H4779 – 0020

H4779 – 0021

Mais, par-dessus tout, j'ai voulu combattre votre pessimisme presque nihiliste qui, héritage de la IIIe République, de cette codification du pessimisme, tend à vous faire agir à l'encontre des intérêts vitaux de la France en vous faisant hésiter à engager votre destin dans la cause de la Nouvelle Europe, et vous empêcherait, de ce fait, de redevenir des hommes heureux.

Je pense par là avoir rendu un service à votre Pays au même degré qu'au mien qui n'a pas la prétention de rester des dizaines d'années le policier forcé d'une France mécontente et inactive, dans l'attente d'une revanche néfaste et hypothétique.

Mais, avant tout, mes chers auditeurs, mes causeries furent et resteront toujours animées par le désir de vous mettre en garde devant une attitude qui empêcherait vos dirigeants d'agir en votre faveur.

Tout attentisme serait dorénavant un grave obstacle à l'œuvre de détente et de réconciliation entreprise par vos chefs et par les nôtres. Tout opportunisme, toute arrière-pensée gâcheraient inévitablement le sens et la raison d'être de notre coopération réalisatrice.

Or, ce qui s'impose à l'heure présente, où la France et l'Allemagne sont engagées dans la voie de la réalisation, c'est la décision et l'action, et non plus cet attentisme périmé.

N'oubliez pas que le Reich, dorénavant renforcé par le potentiel et la volonté de ses voisins, se trouve toujours en guerre avec la puissance réactionnaire moribonde du capitalisme. N'oubliez jamais que cette guerre n'est pas encore terminée. Si donc le Reich, malgré cet état de guerre toujours persistant, faisait certaines concessions à la France, il ne pourrait en aucun cas permettre que, par suite de ces concessions faites à la France, sa force combattive contre l'Angleterre s'affaiblisse. Cela, il faut que le peuple français, dans son intérêt même, le comprenne... Il faut que vous aussi travailliez pour la cause européenne.

Peut-être même que la série de vos sacrifices n'est pas encore arrivée à sa dernière phase, car Mers-el-Kébir, Dakar, Nemours... et maintenant la Syrie... ces notions vous indiquent ce dont l'Angleterre est capable contre la plus grande de ses ex-alliées. Mais, même s'il en était ainsi, n'oubliez jamais que vos sacrifices, pareils aux douleurs de la maternité, seront comme elles fertiles et créa-

A 121753

teurs parce qu'ils assureront, inédit dans sa spontanéité, le relèvement de la France. Vos sacrifices serviront la cause de la France et celle de l'Europe à la fois.

Aussi, et ce point est important, ne cherchez pas dans l'éventualité d'un accord franco-allemand le bonheur immédiat et sans peine, et surtout n'espérez jamais retrouver dans un tel accord le bonheur individuel, pour certains combinards, au détriment de la collectivité française. De même qu'il serait téméraire de vous livrer à des illusions ou même de vous imaginer des utopies.

Seulement, je puis vous assurer d'une chose, et je m'en acquitte avec toute la netteté dont je suis capable, c'est qu'en travaillant pour l'Europe, vous serez plus près que jamais du bonheur de vos enfants.

Encore une fois, je vous mets en garde contre les irresponsables qui pourraient compromettre l'œuvre du gouvernement français — le vôtre par conséquent — et si le Führer a promis de rectifier dans le grand livre de l'Histoire sa sévère critique de la France, cette rectification ne dépend, comme je vous l'ai déjà dit une fois, que de la France, donc de vous, puisque c'est vous qui êtes la France.

Il y a deux jours seulement que le maréchal vous a dit : « Il ne s'agit plus aujourd'hui pour une opinion souvent inquiète, parce que mal informée, de supputer nos chances, de mesurer nos risques, de juger nos gestes. Il s'agit pour vous, Français, de me suivre sans arrière-pensée sur le chemin de l'honneur et de l'intérêt national. »

Le maréchal a parlé. Français et Allemands ont passé une semaine pleine de travail. S'ils continuent cet effort, je n'ai plus aucun souci pour l'avenir franco-allemand. Nous travaillerons et nous vaincrons par là une fatidique tradition de jadis qui, pendant trois siècles, nous commandait de nous haïr.

A 101754

H4779 – 0022

H4779 – 0023

L'ANGLETERRE ET L'EUROPE

(1-6-41.)

La semaine dernière m'a apporté un tel flot de lettres que, même avec la meilleure volonté du monde, il me serait impossible d'y répondre individuellement. Vos lettres, mes chers auditeurs, m'ont donné à nouveau beaucoup de suggestions et d'encouragements. J'y puise la foi et le courage de continuer mes efforts une fois entrepris dans le but de dissiper les malentendus qui existent entre vous et nous, et c'est en m'attelant à cette tâche dure mais fructueuse, je l'espère, que je vous prie de voir ma profonde gratitude envers tous ceux qui m'ont écrit.

Et, ma foi, puisque nous sommes ici pour discuter franchement les questions qui nous intéressent, je vous demanderai si, pour une raison ou pour une autre, vous n'êtes pas d'accord avec moi, de me faire connaître vos critiques. J'aime autant les critiques que les approbations, car si les dernières m'encouragent, les premières m'aident à vous mieux comprendre.

Parlons aujourd'hui, si vous le voulez bien, d'un sujet qui m'a été suggéré par l'un de mes correspondants qui, proposant une paix blanche anglo-allemande, m'écrit entre autres : « C'est très bien ce que vous dites sur la conception et la réalisation de l'Europe future... sur le nouvel ordre continental, etc... mais pourquoi voulez-vous exclure la Grande-Bretagne de cette communauté européenne? »

A 101755

C'est une question, mes chers auditeurs, qui, je le crois, vaut la peine d'être discutée !

Pour établir le nouvel ordre européen qui se fera sur les bases d'un nouveau socialisme et d'une réconciliation des classes aussi bien que des Nations, il faut fermement vouloir deux choses : il faut vouloir la Nouvelle Europe... et il faut vouloir la Révolution socialiste...

Examinons ensemble sous ces rapports la présence ou l'absence de ces deux volontés constructives et créatrices en Angleterre...

Prenons d'abord la première question. Est-ce que l'Angleterre a une conscience européenne? Se considère-t-elle comme faisant partie de cette Europe dont la révolution que nous vivons établira les bases nouvelles?... Pour ce faire, jetons d'abord un regard sur sa façon d'agir dans le passé.

A la fin du moyen âge, nous trouvons l'Angleterre dans une parfaite indifférence à l'égard de l'Europe continentale, indifférence que les Anglais avaient coutume de qualifier eux-mêmes de « splendide isolement », ou « splendid isolation », pour employer le terme anglais. Ainsi l'Angleterre, île située à l'ouest du continent européen, a préféré, de son propre gré, le rôle de spectateur à celui de partenaire.

Depuis deux siècles, la Grande-Bretagne a édifié, surtout sur les ruines du premier empire colonial français, — je vous rappelle les Indes et le Canada — la Grande-Bretagne a édifié, disais-je, un empire colonial énorme. Puis, il y a 20 ans, ce furent les modestes colonies allemandes qui excitèrent la convoitise britannique.

Remarquez bien, je ne suis pas ici pour faire à la Grande-Bratagne le reproche ou même le procès de ce qu'elle a pu rafler comme colonies françaises, allemandes ou autres au cours des deux siècles derniers, je viens simplement constater que cette façon d'agir vis-à-vis de deux puissances européennes exclut d'avance toute conscience européenne de la part de la Grande-Bretagne.

Mais ne nous arrêtons pas trop à l'histoire de la constitution de l'empire colonial britannique, histoire dans laquelle même les plus assidus des anglophiles chercheront en vain la moindre trace d'humanité... parlons plutôt du présent...

A 101756

H4779 – 0024

relevé des Titres des causeries

du Dr Friedrich.

L'avenir se dessine.

L'Angleterre et l'Europe.

A 101757

H4779 – 0025

Après la Grande Guerre, un Anglais diplomate et journaliste, et non pas des moins célèbres, Mr. Harold Nicholson, dans son fameux livre « Peacemakers 1919 », a désigné comme suit, de manière extrêmement claire et précise, les trois principaux piliers de la politique anglaise :

Primo : défense et extension de l'Empire ;

Secundo : défense de la route, ou mieux, des deux routes des Indes...

Tertio : la défense du soi-disant équilibre européen.

Voilà toute la doctrine impérialiste anglaise... L'Europe, vous le voyez par vous-mêmes, vient en troisième et dernier lieu dans les préoccupations politiques de la Grande-Bretagne.

Je serai le dernier à nier une certaine grandeur aux vues et conceptions impérialistes britanniques dont Rudyard Kipling fut le grand protagoniste, pas plus que je ne nie l'astucieux stratagème qui consiste à vouloir dominer la Méditerranée par quelques points d'appui ingénieusement choisis — tous arrachés d'ailleurs aux pays riverains de cette mer eurafricaine... Toutefois, je suis obligé de constater que l'Europe, selon l'avis de Mr. Harold Nicholson et de tant d'autres Anglais influents, ne joue que le troisième rôle dans les calculs politiques des dirigeants britanniques, et que je trouve que, ni cette dernière considération, ni la politique méditerranéenne de la Grande-Bretagne, ne sont compatibles avec ce que j'appelle, moi, la conscience européenne...

Or, regardons d'un peu plus près le rôle de l'Europe dans le jeu britannique tel que Harold Nicholson l'a défini, en parlant hypocritement de « l'équilibre européen »... et, d'ailleurs, qu'est-ce que ça veut dire « équilibre européen » ?... Ne cherchons pas à définir en phrases fleuries, ou en commentaires scabreux l'équilibre européen qui, dans la conception anglaise, n'est pas autre chose que le maintien de l'antagonisme séculaire France-Allemagne.

Dans son discours du 30 janvier 1941, le Führer caractérisa cette attitude europophobe de l'Angleterre de la façon suivante :

« Un équilibre des forces s'est institué en Europe que l'Angleterre a dénommé « équilibre européen » mais qui, en réalité, n'était qu'une désorganisation au seul profit des Iles Britanniques. »

A 101758

H4779 – 0026

Cette conception anglaise qui lui commandait de combattre, à chaque reprise, la nation la plus puissante avec l'aide d'autres puissances européennes, et ceci dans le seul but d'écarter des concurrents sur le plan mondial, a été depuis des siècles le fil conducteur de toute la politique du cabinet de Saint-James.

C'est dans cette conception qu'il faut chercher les coalitions contre Louis XIV, contre Louis XV, contre Napoléon aussi bien que la coalition de 1914 contre le Reich, dont le roi Édouard VII fut le principal artisan... Écarter des concurrents possibles, aussi légitimes fussent-ils, et empêcher le bloc européen, voici le vrai visage de la conception européenne des dirigeants britanniques.

Parmi les innombrables hommes d'État qui ont pu se rendre compte de cette traditionnelle politique anglaise, je me borne à n'en citer qu'un : Georges Clemenceau. En effet, Georges Clemenceau, de retour d'un voyage que dans l'après-guerre il fit aux Indes, visita à Londres son ex-collègue Lloyd George... Au cours de leur entretien, Clemenceau reprocha à l'Angleterre d'être devenue depuis 1919 l'adversaire de la France. Et Lloyd George, avec une franchise incomparable, avoua : « Eh bien ! n'est-ce pas là notre politique traditionnelle? »

Aider dans l'affaire de la Ruhr, comme dans beaucoup d'autres après sa défaite, l'Allemagne vaincue et trop affaiblie pour jouer la contrepartie de la France devenue puissante, et jeter sur la bascule, avec la même désinvolture, son poids du côté de la France quand le Reich avait repris des forces, voilà la véritable politique anglaise. Remarquez bien, je ne la blâme pas de se mettre toujours en Europe en travers du chemin des autres dans le but évident d'empêcher une entente inter-européenne... de vouloir par là, à tout prix, empêcher l'édification de l'Europe Nouvelle... Que les Anglais fassent une politique comme ils l'entendent... mais que l'on ne vienne pas me dire que les Anglais sont des Européens !

L'appui temporaire que la Grande-Bretagne avait accordé au Reich vaincu, au détriment de la France, cessa d'ailleurs assez vite, surtout quand, après 1933, l'Allemagne sous l'égide d'Hitler redevint un concurrent redoutable sur le marché mondial, étant pourvue d'un outillage moderne qui lui permettait de commencer à faire à l'Angleterre une concurrence économique, légale et assidue.

Or, la politique financière anglaise est basée sur l'or... ce métal

A 01759

H4779 – 0027

dont mon pays, grâce aux réparations et aux boycottages infligés à tous les produits de provenance allemande, était très pauvre. C'est pour cela d'ailleurs que l'Allemagne s'est vue dans l'obligation de pratiquer, avec les autres puissances, un système d'échanges basé sur le principe du clearing et du troc.

En mars 1938, le Reich conclut avec la Roumanie un important accord économique sur la base du troc.

Par hasard, en ce mois de mars 1938, je me trouvais à Londres, pouvant ainsi me rendre compte de près des inquiétudes anglaises vis-à-vis de la Révolution économique qui se préparait.

Un de mes amis, qui fut général au War Office, me déclara alors que la guerre serait dorénavant inévitable. Ainsi, j'étais prévenu.

L'accord germano-roumain servant de modèle, les autres pays balkaniques s'empressèrent d'en conclure des similaires avec le Reich, qui, après tout, est leur partenaire économique naturel.

Vous comprenez bien, mes chers auditeurs, qu'à la longue cela aurait été la ruine de la Cité qui commençait à craindre sérieusement pour les crédits politiques qu'elle avait investis dans les Balkans.

La déclaration d'amitié franco-allemande du mois de décembre 1938, réalisée sous les auspices de MM. von Ribbentrop et Bonnet, fut reçue par la Cité de Londres comme un chien dans un jeu de quilles. Pour la première fois, le fameux équilibre européen, si adroitement conçu et machiné par Londres, était en danger. La perspective de ne plus pouvoir faire agir Paris contre Berlin, et Berlin contre Paris commençait à affoler les politiciens anglais. Dès ces événements, la guerre était chose décidée. Il ne s'agissait plus, en effet, que de faire opérer l'influence anglaise sur certains ex-ministres français, et de faire marcher la France aveuglée, au gré de Londres, et le 3 septembre 1939, la guerre fut déclarée à l'Allemagne.

Non, décidément, il ne faut pas chercher en Angleterre une conception ou même une conscience européenne. Maintenir Londres comme port principal de l'Europe, attribuer à la Cité le rôle du trésorier intéressé du continent, voilà le seul intérêt que les Anglais manifestent à notre cause commune. A part cela, ils méprisent l'Europe et se désintéressent totalement de son sort.

H4779 – 0028

A 101760

Je vais vous citer une petite anecdote qui illustre d'ailleurs très bien l'état d'esprit anglais à l'égard de notre continent, que m'a racontée l'un de mes amis qui la tenait de lord Clive, membre de la Chambre des Lords... Un beau jour, un membre de la Chambre des Lords lui posa la question suivante : « *Do tell me, Clive, this place Yougoslavia is it the same as Cecoslovakia?* » Ce qui veut dire en français : « Dites-moi, Clive, cette Yougoslavie, est-ce la même chose que la Tchécoslovaquie? »... Je vous laisse seuls juges de ce que cette anecdote, anodine dans le fond, est riche en ignorance et en mépris pour notre continent.

C'est que les Anglais sont, pour ainsi dire, à tel point déseuropéanisés que, malgré leur impérialisme outrancier, ils n'ont jamais cherché à jouer un rôle directeur dans la communauté européenne. Ne croyez pas surtout qu'ils ont fait cela par modestie ou par vertu démocratique !... Loin de là... C'est parce que ce rôle aurait obligé les Anglais à devenir des constructeurs et à renoncer à leur fameux « équilibre européen », et c'est surtout par mépris de l'Europe — de cette Europe qui cherche son avenir — et par mépris de l'âme européenne, qu'ils pensent ainsi.

Dans la guerre actuelle, l'aveuglement français a permis à Londres de faire de la France, une fois encore, son épée continentale. Mais cette épée s'étant avérée insuffisante pour écraser le Reich, les Anglais commencèrent à se tourner vers les États jusque-là neutres, en les suppliant d'abord et en les menaçant en fin de compte. Le 12 avril 1940, M. Duff Cooper, de bonne mémoire, l'avoua carrément en déclarant :

« Nous devons dire ouvertement aux neutres ce que nous exigeons et le rôle que chacun d'eux doit jouer. Si l'un ou l'autre de ces États marque une hésitation, nous devons procéder de manière à vaincre immédiatement une telle hésitation. »

Avouez qu'il serait difficile d'exprimer plus franchement et plus naturellement la pensée britannique... et l'une après l'autre, des nations aveuglées par une Grande-Bretagne toujours auréolée, quoique moribonde, furent exécutées suivant les paroles brutales de Duff Cooper, pour les beaux yeux de Londres et pour le grand mal de l'Europe entière.

L'Angleterre peut faire la politique qui lui plaît, elle peut courir les risques qui lui plaisent, elle peut se suicider si cela lui chante... c'est son droit le plus absolu... mais elle s'exclut elle-

A 101761

H4779 – 0029

même de la communauté européenne en voulant, en se suicidant, assassiner l'Europe entière.

Voilà donc le problème de la conception européenne de la Grande-Bretagne réglé. Reste à voir sa conception socialiste. Voyez-vous, puisque la France vient de se défaire d'un régime libéral, vous êtes à même de juger si le système capitaliste, sous prétexte de l'égalité des droits, ne spolie pas plutôt en réalité les masses ouvrières de leur légitime droit au travail et à la vie au seul profit de quelques fortunés. Moi, personnellement, je me suis fait une opinion sur ce point. Or, puisque vous avez appris à apprécier par vous-mêmes les bienfaits d'un régime capitaliste avec l'expérience que vous venez de faire, vous ne serez pas étonnés du tableau que je vous brosserai de la situation en Angleterre.

La Grande-Bretagne, qui possède presque le quart du monde, la Grande-Bretagne sous la domination de laquelle plus d'un cinquième des habitants de la terre travaillent pour assurer la vie facile de la métropole, cette Grande-Bretagne n'arrive pas à faire participer le simple travailleur anglais aux richesses dont la Nation dispose. Dans le discours que fit le Führer le 30 janvier 1941, il a constaté ce phénomène par les paroles suivantes :

« Il a été ainsi possible que, dans un État disposant des plus grandes richesses de l'univers et possédant des espaces gigantesques, des millions d'hommes ne participent d'aucune façon aux bienfaits de la civilisation, mais, au contraire, vivent plus misérablement que les habitants de nos États surpeuplés de l'Europe Centrale. »

Voulez-vous des exemples : le chômage en Angleterre frappe au moins dix fois plus de travailleurs qu'en France. Seulement, trente ans après le Reich allemand, la Grande-Bretagne a commencé à doter ses classes laborieuses d'un système d'assurances sociales.

Est-il possible d'évoquer la misère des taudis de Londres ou la détresse au Pays de Galles sans en ressentir une profonde pitié pour ceux qui en souffrent, et un dégoût incommensurable en pensant à ceux qui en assument la responsabilité ? A l'époque que nous vivons, l'Angleterre, parmi les grandes puissances, est la plus arriérée au point de vue social. Or, qu'ont-ils trouvé pour suppléer à cette négligence sociale... un mot superbe : « Charity ». Ce mot de charité que considèrent comme une injure tous les

H4779 – 0030

A 101762

partisans du socialisme nouveau. Accorder ce qui est dû sous forme de charité, voilà le trait caractéristique, non seulement de la politique sociale, mais aussi de la politique étrangère de la Grande-Bretagne.

Réduire d'abord les gens comme les peuples à l'état d'indigence pour les faire végéter grâce à la charité...

En Europe, nous ne savons plus que faire de ces idées périmées et criminelles. Le vingtième siècle est celui du travailleur... Décevoir et tromper le travailleur, ce serait enlever à notre époque toute sa raison d'être. La Grande-Bretagne, socialement réactionnaire comme elle l'est, ne pourra pas faire partie du nouvel ordre européen qui sera un ordre socialiste. Je crois même que l'Angleterre n'y ajoute elle-même aucune espèce d'importance... D'ailleurs, quand un Anglais moyen va entreprendre un voyage sur le continent, il dit : « *I am going to Europe.* » — Je vais en Europe — cela prouve que dans la mentalité anglaise, l'Europe est une chose et l'Angleterre en est une autre.

L'Angleterre dépourvue de toute conscience européenne et de conscience socialiste a bien mérité d'être chassée de ce continent, que par ses actes elle a tant méprisé. Et je terminerai ma réponse à mon correspondant anglophile en ajoutant que, si par hypothèse, cette paix blanche entre Berlin et Londres, telle qu'il la propose, se faisait réellement, elle se ferait incontestablement au détriment des intérêts de la France et de l'Europe entière.

A 101763

H4779 – 0031

H4779 – 0032

DEUXIÈME PARTIE

AVANT-PROPOS

Depuis la parution de ma première brochure qui avait pour but d'effacer de vos esprits certaines erreurs à l'égard de « Mein Kampf » et de la doctrine nationale-socialiste, bien des faits se sont passés.

Ces faits, dont l'importance mondiale et historique ne vous échappe pas, m'ont conduit à vous présenter une seconde brochure, celle-ci, dans laquelle j'ai réuni mes exposés radiophoniques sur la question du vrai *et du* faux *socialisme.*

Lecteurs, ne vous méprenez point sur mon titre de docteur. A mes yeux, un docteur n'est pas moins un ouvrier qu'un menuisier, qu'un charron ou qu'un maçon. Persuadé de la vérité de cette thèse, je m'efforce de mettre un terme aux préjugés sociaux qui viennent « d'en haut », en même temps que j'essaie d'arrêter la si néfaste lutte des classes.

Et c'est cela que je tiens à vous expliquer tout au long des pages de cette brochure.

Du courrier que je reçois après chacune de mes causeries, des échos qui me parviennent, il se dégage que mes interventions radiophoniques sont suivies dans les élégants salons aussi bien que dans les humbles logis de ceux qui sont toujours les infortunés du destin. Mais, hélas! les conclusions spirituelles que j'aimerais voir en tirer sont moins rassurantes dans les salons que dans les usines.

A 101764

J'avoue cette opinion sans le moindre esprit démagogique. Mais j'ai étudié le vaste et fécond domaine de l'histoire et cela, je pense, m'autorise à parler ainsi.

Or, l'histoire m'indique qu'avant la Révolution de 1789, l'aristocratie française prisait fort les œuvres de Beaumarchais, sans toutefois saisir l'avertissement, la mise en garde qu'elles contenaient à l'égard de cette même société. Cette aristocratie française ne comprenait point : avec beaucoup d'insistance elle persistait à entretenir et à cultiver ses erreurs et ses abus sociaux... mais, en définitive, c'est avec beaucoup de style que pas mal de ses membres passèrent à tour de rôle sur l'échafaud, tandis que d'autres quittaient la France pour aller former à Coblentz le noyau d'une réaction qui, un peu plus tard, devait se rendre célèbre pour n'avoir rien compris et rien oublié.

Et c'est l'une des raisons pour lesquelles j'espère que mes causeries sur le vrai *et le* faux *socialisme seront écoutées et appréciées d'une façon beaucoup plus concrète et beaucoup plus pratique... ce qui profitera à tous !*

Dr. FRIEDRICH.

A 101765

H4779 – 0033

H4779 – 0034

A PROPOS DE L'U. R. S. S.

(22-6-41.)

Les événements importants que la presse et la radio vous ont annoncés depuis ce matin m'obligent à vous parler aujourd'hui du conflit russo-allemand, et de vous en donner mes impressions personnelles. Mardi soir, à la même heure, je vous donnerai la suite de mon exposé de dimanche dernier sur l'évolution ouvrière en Allemagne.

Parlant du conflit germano-russe, je vais être bref, car les déclarations officielles que vous avez pu entendre depuis ce matin vous ont fourni tous les détails, de sorte que vous êtes à même d'en tirer vous-mêmes les conclusions nécessaires.

En conséquence, je ne veux pas discuter le côté diplomatique du problème et je me bornerai à traiter spécialement les aspects qui intéressent la France.

Jetons d'abord un regard en arrière. Lorsqu'en cette fin d'août 1939, la presse et la radio vous apprenaient la signature du pacte germano-russe, quelle a été votre réaction?

Je crois savoir, et un grand nombre de mes amis français me l'ont confirmé depuis, que l'opinion française était inquiète, voire même indignée, de voir l'Allemagne conclure un pacte avec les bolchevistes. Eh bien ! je peux vous dire aujourd'hui que nous l'étions autant que vous.

A 191766

Mais, par contre, vous trouviez peu de gens en France et en Angleterre qui fussent assez raisonnables pour reconnaître que c'était justement la politique d'encerclement anglo-française qui avait obligé le Reich à envisager cet accord, et ce ne sont certainement pas les dirigeants français et anglais de cette époque qui figurèrent parmi ces quelques raisonnables, bien au contraire.

Les bellicistes au pouvoir en France et en Angleterre qui voulaient eux-mêmes, jusqu'à la dernière minute, faire entrer la Russie soviétique dans le système d'encerclement de l'Allemagne, furent terriblement déçus quand, précisément, l'Allemagne a pris les devants. Et c'est eux qui se mirent les premiers à crier « Au voleur » et qui accusèrent le gouvernement allemand d'avoir trahi par ce pacte, qu'ils n'avaient pu réussir eux-mêmes, la cause du national-socialisme et de l'Europe tout entière.

En réalité, les dirigeants français et anglais n'avaient aucun droit de reprocher au Reich cette mesure de défense contre l'encerclement projeté par eux.

Si eux, les maîtres des destins de la France et de la Grande-Bretagne, n'avaient pas recherché si assidûment l'alliance russe de leur côté, ils n'auraient pas obligé l'Allemagne à conclure ce pacte.

Voulez-vous savoir exactement pourquoi les dirigeants français et anglais furent si terriblement déçus et surpris de la signature de ce pacte? C'est parce qu'ils n'avaient jamais envisagé la possibilité d'un accord germano-russe.

Connaissant les habitudes politiques des maîtres du Kremlin, ils croyaient savoir qu'un tel accord comporterait certains risques que le Reich, toujours à leur avis, n'oserait jamais courir.

Seulement ces gens qui, à tout propos, aimaient citer *Mein Kampf*, quand ça les arrangeait, ne l'avaient certainement pas bien *lu* ; sinon ils auraient pu se rendre compte que le Führer lui-même avait défini ce côté du problème en disant justement dans *Mein Kampf* :

« Les dirigeants actuels de la Russie n'ont point l'intention d'entrer, de façon honnête, dans un pacte quelconque et surtout de l'observer. »

Donc, le fait de signer un accord avec la Russie soviétique qui,

A 101767

H4779 – 0035

pour le cosignataire russe, avait le but évident de prolonger la guerre, afin d'affaiblir l'Europe entière, constituait un risque pour le Reich, d'autant plus qu'il était peu probable que l'U. R. S. S. signerait un tel pacte sans réserve mentale.

Mais je répète : si l'Allemagne a signé un pacte, c'est grâce à la politique d'encerclement des cabinets de Londres et de Paris, et j'en conclus que personne en France et en Angleterre n'a le droit de s'en indigner. Au contraire, si l'Allemagne était contrainte à tolérer, sans pouvoir à ce moment s'y opposer, la guerre russo-finlandaise, l'annexion par l'U. R. S. S. des Pays Baltes, de la Bukovine et de la Bessarabie ; si au nom de l'Europe nous avons dû encaisser tout cela, c'est grâce à Churchill, Reynaud et Daladier, grâce à leurs méthodes criminelles ; c'est à eux, et à juste titre, que le Reich attribue la cause des souffrances de ces petits pays.

Si l'Allemagne en 1939 n'était pas en état de se défendre comme elle l'aurait voulu, pour le bien de l'Europe, contre les Blum et les Staline à la fois, à l'heure actuelle, l'Allemagne a la force suffisante pour pouvoir assurer la protection définitive de tous les pays européens si cela est nécessaire. Il faut que l'Allemagne vive pour les aider efficacement et elle vivra, soyez-en sûrs.

Croyez-moi, mes chers auditeurs, c'est bien souvent en crispant les poings que nous avons tous supporté les conséquences indirectes des méfaits politiques de vos maîtres d'antan.

D'autre part, pendant que le Reich, bon gré mal gré, observait loyalement ses engagements vis-à-vis de Moscou, Moscou, par tous les moyens, essayait de lui jeter des bâtons dans les roues. Partout où le Reich devait contre-attaquer les troupes britanniques, les Soviets tentaient de se mettre en travers de son action, ou par des protestations, ou en fomentant des agitations contre les gouvernements des Balkans — amis du Reich — ou, enfin, en excitant les insurgés serbes à l'opposition militaire, en signant avec eux un pacte d'amitié et en leur faisant la promesse de leur envoyer des renforts.

Si donc, à l'heure actuelle, il y a des Français qui entendent blâmer le Reich pour avoir dénoncé un pacte qui voilait, de plus en plus mal, des intentions peu honnêtes du côté soviétique, je ne leur dis que ceci : « Vous savez depuis ce matin que, lors de son séjour à Berlin, M. Molotov avait exigé du Reich de tolérer la soviétisation de la Bulgarie, de tolérer une nouvelle guerre russo-

A 101768

H4779 - 0036

finlandaise, de tolérer la continuation du chantage contre la Roumanie, de tolérer la prise par l'U. R. S. S. des Dardanelles au détriment des Turcs. Alors, franchement, sachant tout cela, à l'heure actuelle n'avez-vous pas honte? »

D'ailleurs, je suis persuadé que, dans le fond de son être, le Français est essentiellement antibolcheviste. Vous avez connu de trop près le danger bolcheviste. Vous n'avez pas oublié l'agitation moscovite en France contre laquelle M. Laval, en 1935, a en vain élevé les protestations les plus véhémentes. Vous avez pu assister avec mépris, ces semaines dernières, à la distribution de tracts bolchevistes qui, sous le prétexte de s'opposer à l'armée occupante, menaçaient — d'accord avec d'autres antivichyssois — la paix et l'ordre de vos foyers.

Ils n'y arriveront pas tant que le Reich veille sur l'ordre en Europe.

Le bolchevisme juif ne prendra pied ni en France, ni ailleurs. Le chantage judéo-bolcheviste a échoué. D'ores et déjà, contre les maîtres du chantage du Kremlin, les armées allemandes défendent l'Europe et le vrai socialisme.

M. Churchill, à présent, prétendra certainement avoir gagné en l'U. R. S. S. un allié précieux. Peut-être offrira-t-il à l'U. R. S. S. la célèbre garantie anglaise, de laquelle sont morts tous ceux qui en étaient les bénéficiaires. Et un jour, il saura lui, de son côté, qu'il a pactisé avec la Mort.

Seul, le Reich, de par la solidité de son régime, pouvait se permettre le risque d'un pacte avec le tzar rouge et, surtout, de s'en séparer avant qu'Uriel ne demandât son âme.

Depuis ce matin, le continent est en marche. C'est dans la croisade du vrai socialisme contre la coalition de la ploutocratie anglaise et du bolchevisme juif que se forgeront son unité et son destin.

Depuis ce matin 5 h. 15, par la marche des armées allemandes et des alliés de l'ordre nouveau, la fin du danger bolcheviste s'annonce à une Europe délivrée.

A 101769

H4779 – 0037

H4779 – 0038

LE VRAI ET LE FAUX SOCIALISME

(29-6-41.)

L'ANNONCE de l'ouverture des hostilités entre le Reich et les Soviets a déclenché dans l'ensemble du public français les réactions les plus diverses.

Ces réactions se reflètent dans le courrier que j'ai reçu, très important, cette semaine, et, je dois le reconnaître, elles sont dans leur ensemble plus que rassurantes.

Je suis surtout très heureux de constater que la très grande majorité de ceux qui m'ont écrit comprend l'importance de cette lutte engagée par le Reich, lutte mortelle et définitive des forces créatrices du vrai socialisme et de l'ordre nouveau contre les forces destructives du faux socialisme, de l'anarchie judéo-bolchevique, et de leur alliée, la ploutocratie anglaise.

Depuis une semaine, le continent est en marche pour libérer une fois pour toutes l'Europe de la menace constante du fléau soviétique ; rien n'arrêtera la marche de ces jeunes soldats de l'ordre nouveau, dont la foi inébranlable en leur chef suprême, Adolf HITLER, la cause qu'il défend et la volonté ferme de vaincre seront les garants les plus sûrs de la victoire finale.

Et c'est la profonde compréhension de ce que je viens de vous dire que je relève dans les lettres qui me sont parvenues. Ainsi, m'écrit M. L., de Paris, ingénieur, lieutenant de réserve, ancien combattant, qui me dit :

A 101770

« *Depuis septembre* 1939, *je répétais à tous mes amis que nous étions en présence, non pas d'une guerre, mais d'une lutte des peuples sains de l'Europe contre le bolchevisme...* »

Un autre auditeur, M. Marcel T., également de Paris, m'écrit :

« *Un fait m'avait fortement déconcerté. Je ne comprenais pas, moi qui avais toujours considéré votre Chancelier comme l'ennemi du communisme, l'entente de votre pays avec les Soviets. Cet état de choses me choquait profondément. Aujourd'hui, je comprends la façon d'agir du Reich, et l'ouverture des hostilités est pour moi un véritable soulagement.* »

Et je vous lirai, pour terminer ces citations, une dernière lettre qui m'a été adressée par M. A. R. :

« *Soyez persuadé, me dit-il, que la très grosse majorité des Français qui raisonne objectivement souhaite ardemment que l'action de l'Allemagne contre l'U. R. S. S. soit victorieuse. Il s'agit là d'une lutte de libération pour le monde entier et, somme toute, de la destruction d'un foyer de discorde qui a empoisonné une partie de notre planète depuis vingt ans. La propagande acharnée des Soviets a fait beaucoup de mal — et elle continue — encouragée en sous-main par les Anglais. Il y a encore beaucoup à faire — poursuit M. R. — pour éclairer les esprits faussés, mais le nombre de ceux qui comprennent augmente, croyez-le...* »

Oui, je le crois... Je crois que lentement, pas à pas, le nombre de ceux qui comprennent va l'emporter sur les esprits faussés, de

A 101771

H4779 – 0039

même que je sais que ceux parmi vous qui, dimanche dernier, accueillirent l'annonce de l'ouverture des hostilités entre l'Europe et les Soviets avec un trémolo de joie parce qu'ils croyaient que maintenant le Reich était définitivement perdu... je sais que ceux-là aussi se détromperont assez vite...

S'il y a encore en France des esprits assez naïfs pour espérer ou prétendre que le Reich, en luttant contre l'alliance du capitalisme et du bolchevisme — contre cette alliance qui s'est formée sous les auspices de Londres et de Moscou — a entrepris une tâche au-dessus de ses forces qui devrait inévitablement lui être fatale... je tiens à vous dire que j'éprouve la plus vive pitié pour ces pauvres d'esprit. Je ne les attaque pas... je les plains...

Car vous êtes à plaindre, vous... les ouvriers marxistes écœurés par les abus d'un système qui ne se souciait guère de votre bien-être social, vous auxquels vos leaders juifs, en dirigeant vos regards vers l'État bolcheviste que vous ne connaissiez pas — que vous ne pouviez pas connaître — promettaient le paradis terrestre réalisé par la lutte des classes, par la dictature du prolétariat, par la destruction de la Nation... vous qui, malgré tout cela, aimiez votre France, votre douce France, votre mère-patrie, et la voyiez poussée dans une guerre civile européenne, obligée de lutter du faux côté... Vous, qui deviez voir cette France meurtrie poussée à la débâcle par de mauvais bergers... vous devrez reconnaître un jour, par la victoire allemande et européenne, qu'autrefois vous avez été trompés... affreusement trompés.

Non, ouvriers communistes de France... je ne vous attaque pas... je vous plains, car, en effet, il n'est pas difficile de devenir pessimistes, de devenir nihilistes, c'est-à-dire communistes, quand il n'y a plus d'espoir, quand il n'y a plus de dignité humaine... Et cela il faut que l'admettent ceux qui sont plus heureux, qui sont plus fortunés que les masses ouvrières.

Les doctrines du marxisme ressemblent étrangement à un labyrinthe vers lequel une force démoniaque vous attire. Une fois engagé dans les couloirs de ce labyrinthe, vous ne pouvez plus en sortir, vous y errez jusqu'à l'étouffement. Car le marxisme, je tiens à le dire, est une doctrine très logique — trop logique même. Ce n'en est pas moins une doctrine de destruction — destruction des lois et des institutions qui ne vous rendent pas justice. C'est une doctrine « sans cœur » et, par conséquent, une doctrine de faux socialisme.

A 101772

H4779 - 0040

De cette constatation un peu doctrinale, mais non moins vraie, il se dégage une nécessité impérieuse pour nous tous. Cette nécessité, voilà comment je la définis : en réduisant à néant ce faux socialisme — ce qui sera fait en cette année 1941 — en abattant les forces du mal devenues État dans la Russie soviétique, il ne faudra pas détruire les faux espoirs des ouvriers communistes de l'Europe, les fausses promesses des démagogues de Moscou. Il faut — il le faut absolument — que le nouvel ordre de l'Europe tienne les promesses sociales de tous ses adversaires.

De la réalisation de ces promesses, de l'assurance d'équitables conditions de vie pour l'ouvrier, l'Allemagne nationale-socialiste, d'accord avec ses alliés du nouvel ordre, se porte solennellement garante.

Nous vivons au siècle de l'ouvrier, et nous ne tromperons jamais l'ouvrier.

Nous poursuivrons le communisme jusqu'au bout, mais nous assurerons aux ouvriers le bien-être social et le droit à la vie que la Révolution libérale du XVIIIe siècle a bien préconisés sans toutefois en faire une réalité.

Et ce n'est pas une chimère que j'évoque devant vous en vous donnant cette assurance car, connaissant à fond le socialisme allemand, je suis à même de mesurer les chances et les possibilités d'un socialisme européen, de ce vrai socialisme qui n'a rien de ces prédécesseurs, de ces doctrines, ou démagogiques ou enfantines, qui ont trahi nos idéaux.

Évocation du vrai socialisme, je vois dans l'avenir des ouvriers allemands, en voyage collectif ou individuel, apprenant à connaître les beautés de la France, de l'Espagne, de l'Italie... Je vois des ouvriers français flânant à travers les doux paysages de mon pays. Je vois partout, en Europe, des usines propres et saines, des chantiers clairs... des terrains de sports populaires... Je vois des théâtres et des music-halls remplis d'hommes gais, remplis de joie de la vie, conscients de leur être et de leur valeur sociale. Je vois surtout des hommes heureux qui ne seront plus des prolétaires, des nihilistes forcés, mais des ouvriers dans toute la portée éthique de ce mot.

Le socialisme européen sera donc basé sur les valeurs humaines et les valeurs nationales. Il se fondera sur la communauté des

A 101773

H4779 – 0041

H4779 – 0042

peuples de l'Europe, et les ouvriers manuels et intellectuels qui la forgeront ne comprendront plus un jour que leurs père et grand-père, suivant un idéal destructif préconisé par des hommes intéressés, aient pu croire améliorer leur sort social et celui des leurs en voulant détruire le peuple, cette unité créée et voulue par Dieu.

Mais, me direz-vous — angoissés peut-être par l'immensité de l'œuvre à accomplir — « comment voulez-vous réaliser ce vrai socialisme » ?... Là, évidemment, c'est à vous, c'est aux Français d'agir... Pour arriver à une communauté nationale et sociale française, il ne faut pas imiter aveuglément ce que l'Allemagne nationale-socialiste a réalisé. Toutefois, il convient peut-être de profiter, quant au chemin à prendre, des expériences qu'a faites le peuple allemand en appliquant son propre socialisme.

C'est pourquoi je vais vous dire en quelques mots ce qu'a fait Adolf Hitler pour le bien de son peuple. Adolf Hitler a fait exactement le contraire de ce que prêchait le bolchevisme marxiste. Le marxisme préconisait l'idéal du prolétaire — le Führer établit l'éthos par le respect du travail. Le marxisme proclamait et favorisait la destruction de la Nation — le Führer en fit le principe de la vie ouvrière. Le marxisme dressait les classes les unes contre les autres — le Führer, par contre, abolit les frontières qui séparaient jadis les couches sociales de la nation.

Je crois, mes chers auditeurs, que ces méthodes essentielles qui en Allemagne assurèrent la formation de la communauté du peuple seront essentielles aussi pour vous, si vous aspirez vraiment à une nouvelle unité spirituelle de la France.

Et si le Führer, au lieu d'exalter la valeur d'une couche sociale devant elle-même, enseignait au paysan ce que vaut l'ouvrier industriel, au petit commerçant ce que vaut l'artisan, et surtout à l'intellectuel ce que vaut le travailleur manuel — je crois que cet enseignement sera indispensable pour beaucoup de Français...

Si vous demandez aux masses ouvrières de mettre un terme à la lutte des classes, il faut d'abord demander aux possédants de renoncer aux préjugés de leur rang.

Il faut abandonner tous les égoïsmes. Il faut faire comprendre à tous que chaque Français est un Français ouvrier, et que sa valeur par rapport à la nation sera celle de son travail pour le bien de tous.

A 101774

Laissez-moi terminer, mes chers auditeurs, en revenant sur la lutte de l'Europe contre les forces capitalistes et bolchevistes. Cette lutte commune des Européens contre ceux qui se mettent en travers de l'unité européenne, je la considère comme gagnée dès le début. Ce n'est pas la conscience de notre force militaire qui me fait dire cela mais, par-dessus tout, la conscience de notre force spirituelle. Nous tous, les peuples et les individus de l'Europe, luttons pour notre droit à la vie. C'est la vie européenne, la conscience européenne, l'âme européenne qui réclame son droit. C'est la lutte de la vérité contre la démagogie trop longtemps tolérée. Les peuples de l'Europe en sortiront plus jeunes et plus heureux.

C'est au nom de cette lutte que je vous demande de bien comprendre sa loi et sa raison d'être. Cette loi et cette raison d'être, c'est le bonheur de l'ouvrier — de tous les ouvriers — qu'ils soient manuels ou intellectuels, de nous tous et de nos enfants et petits-enfants...

Ne gâchons pas l'esprit de notre révolution qui nous impose de combattre le communisme et, au même degré, la réaction dans toutes ses formes.

C'est pcurquoi je termine ma causerie en vous disant : Le faux socialisme est mort... vive le vrai socialisme de l'Europe nouvelle...

A 101775

H4779 – 0043

H4779 – 0044

LE SOCIALISME ALLEMAND

(15-6-41.)

A MAINTES reprises, des auditeurs m'ont demandé de leur parler de mon pays. Bien volontiers... quoique je sache que pareille tentative, aussi utile qu'elle soit, se heurtera à quelques difficultés. Car, et cela il faut bien le dire, la principale de ces difficultés résidera vraisemblablement dans le fait que l'image que se fait le Français moyen de l'Allemagne nationale-socialiste n'a guère changé, et que la caricature que dessinaient de l'Allemagne les journaux d'avant guerre fait encore, à l'heure actuelle, des ravages dans l'esprit des Français. D'ailleurs si l'autre jour une auditrice, pour me contredire, me cita l'opinion du journal de la fameuse Geneviève Tabouis, elle n'est point seule à souffrir encore à l'heure présente de ce genre d'intoxication.

J'admets volontiers que ce n'est pas toujours leur faute si l'opinion de beaucoup de Français à l'égard du Reich n'a pas évolué. L'Allemagne étant en guerre contre la Grande-Bretagne, il est tout naturel qu'elle ne puisse pas, pour le moment, accueillir, comme elle voudrait le faire, un nombre toujours croissant de Français dans ses propres frontières comme l'ont fait avant la guerre les sociétés franco-allemandes pour justement permettre aux Français de voir et de juger les choses par eux-mêmes. Voyez-vous, le meilleur chemin vers la compréhension, c'est toujours le contact avec les choses qu'on doit juger.

Les journalistes français, du moins ceux qui ne connaissent pas

A 101776

par leur propre expérience la nouvelle Allemagne, ne sont pas encore à même de vous en donner des aperçus justes et précis.

C'est pourquoi je me suis décidé de vous en parler moi-même, car moins vous en savez, plus il est nécessaire d'essayer, par la discussion franche et loyale des choses, de construire enfin le pont qui vous fera franchir la barrière qui nous sépare.

Dans cet ordre d'idées, j'ai décidé de vous dépeindre tout d'abord l'évolution accomplie par le mouvement ouvrier allemand au cours d'une période qu'on peut appeler « âge de l'industrialisation ». Vous trouverez certainement dans mon exposé des similitudes par rapport à l'évolution ouvrière en France. Je ne veux pas m'arrêter à analyser ces ressemblances car, aujourd'hui, je ne vous parlerai que de l'ouvrier et du socialisme allemands, et de rien d'autre...

L'industrialisation qui remplaça *grosso modo* l'artisanat — cette forme sociale qui avait donné son aspect heureux à la vie sociale du moyen âge — cette industrialisation a créé l'ouvrier. Le progrès industriel fondé sur un énorme progrès technique, sur l'invention et la mise en route de machines nouvelles, coïncidait fatidiquement avec un changement des conceptions sociales, économiques et même philosophiques de notre ère. Ces nouvelles conceptions, vous les connaissez... c'étaient le libéralisme et le capitalisme. Le fameux « laissez faire, laissez aller » devint non seulement le slogan, mais aussi l'état d'esprit de toute une époque.

Il s'avéra très vite que cette nouvelle formule économique et sociale commençait à agir au détriment de l'homme. Le « laissez faire, laissez aller » n'était pas assez fort pour remplacer le système social qu'il détruisit par une nouvelle société. Un orgueil compréhensible mais outrancier, exaltant la valeur des nouvelles machines, des nouvelles dimensions, des nouvelles conceptions, finit par rabaisser la valeur humaine. La machine ne fut plus le serviteur de l'homme, elle devint son ennemie. Je vous parle de cette fameuse époque où des artisans anglais, angoissés par la machine, détruisaient les nouvelles inventions qui devaient, plus tard, leur faire tant de mal.

Il va de soi que l'évolution technique bouleversait également les rapports entre patrons et ouvriers. De plus en plus, la petite entreprise artisanale, cellule de la société d'autrefois, devait céder la place à la grande usine. Le lien patronal qui unissait jadis tous les membres de la petite entreprise artisanale devint inexistant,

A 101777

H4779 – 0045

H4779 – 0046

les entreprises étant devenues trop grandes pour former, comme avant, une grande famille. L'entreprise renonçait ainsi, pour des dizaines d'années, à son rôle social.

Il va sans dire que tous ces changements matériels et spirituels modifièrent considérablement la notion du travail. Sous l'influence des conceptions soi-disant libérales, le travail, désormais dépourvu de tout sens éthique, finit par être considéré et évalué au même point qu'une simple marchandise. On ne voyait plus l'homme qui fournit le travail, mais uniquement le travail en tant que fonction commerciale. La valeur de l'ouvrier était chiffrée par son rendement pour celui qui le faisait travailler à son profit. On se souciait fort peu de la valeur humaine, de la vie familiale de l'ouvrier. Par contre, on l'obligeait, au moyen de salaires de famine, d'amener toute sa famille pour travailler à l'usine. Des enfants mineurs devaient peiner au même degré que les femmes enceintes ou les vieillards, et peiner dans quelles conditions !...

Inutile de vous dire que les assurances sociales ou la réglementation des conditions de travail, bref, toutes les institutions sociales dont l'Allemagne de nos jours peut être fière, étaient inexistantes. L'ouvrier devint, dans toute l'acception du mot, l'esclave de la machine et le hors la loi de toute la société.

C'est dans leurs souffrances imméritées que ces misérables ouvriers, ces damnés de la terre, prirent conscience de la force de défense qu'ils pouvaient obtenir en se groupant. Dorénavant c'était l'organisation ouvrière qui, à juste titre, défendait les intérêts des travailleurs et qui, par l'incompréhension des uns d'un côté, et les mauvais guides de l'autre, devint un facteur redoutable pour la collectivité contre laquelle de mauvais bergers cherchaient à dresser les masses.

Pour mieux vous faire comprendre cette évolution, il convient de souligner un fait souvent ignoré par les chroniques de notre révolution nationale : l'ouvrier qui, par simple besoin, s'organisait contre l'exploitation ne trouvait pas, au XIXe siècle, de chefs dignes de lui. Il ne trouvait pas de défenseurs contre les abus du nouveau système. Par contre, il tombait dans les mains des intellectuels juifs qui en profitaient de leur côté pour améliorer leur propre situation aussi bien sociale que, plus tard, politique. La première victime des doctrines d'un Karl Marx, c'était l'ouvrier lui-même.

Or, l'intellectuel juif qui, par l'insuffisance des patrons aryens,

A 101778

put usurper le rôle de leader ouvrier, en profita pour infiltrer dans le mouvement ouvrier un élément nouveau jusque-là détesté par les ouvriers allemands. Cet élément nouveau était l'internationalisme mal interprété, mal compris et encore plus mal appliqué.

L'ouvrier allemand, de par son caractère, a toujours su garder, dans sa façon de penser et dans sa manière d'agir, un cachet national, comme d'ailleurs toutes les tentatives en vue d'une organisation ouvrière se firent toujours dans un esprit loyal vis-à-vis de la communauté nationale.

L'ouvrier se savait mal mené et sans protection, mais la pensée de vouloir remédier aux maux sociaux en s'opposant à l'État était loin de lui. L'ouvrier allemand a toujours compris et admis la nécessité de cette chaîne éternelle créée et voulue par la nature même, de cette chaîne qui lie l'individu à sa famille, la famille à son peuple, le peuple à sa race, la race à l'humanité. L'ouvrier allemand entendait améliorer son sort dans le bonheur de sa nation, et non à l'encontre des intérêts vitaux de celle-ci.

Ce fut le juif Karl Marx qui ébranla cette conception nationale de l'ouvrier en l'initiant à une nouvelle doctrine, intégrale dans sa violence comme dans son pessimisme. « C'est de la nation que vous attendez votre salut, dit-il aux ouvriers. C'est en vain. Vous, les prolétaires, ne pouvez être sauvés que par la dictature du prolétariat avec le moyen de la lutte internationale des classes. »

... Forcément, le juif, étant sans patrie, n'avait aucun intérêt à reconnaître les valeurs nationales...

Je n'insiste pas en détail sur la doctrine de Marx que vous devez connaître, je présume, suffisamment. Ce qui est à retenir, c'est tout simplement ceci : ce n'est que depuis Marx, c'est-à-dire depuis l'immixtion juive dans l'antagonisme entre patrons et ouvriers, que les leaders ouvriers s'efforçaient de dresser leurs partisans contre l'État. La conception ouvrière pessimiste, celle du prolétaire, entrait en lutte contre la conception nationale de l'ouvrier. Il y eut donc dorénavant deux mouvements ouvriers qui rivalisèrent : celui du prolétaire internationaliste contre celui de l'ouvrier nationaliste.

Jusqu'à la guerre mondiale, cet antagonisme, germe de luttes civiles, se contrebalançait : d'un côté les Bauer, les Kautsky, les Hilferding, qui furent presque tous juifs ou pour le moins enjuivés,

A 101779

H4779 – 0047

H4779 – 0048

préconisèrent l'idéal de la destruction nationale. De l'autre côté le socialiste allemand Bebel s'avoua nettement ouvrier national et allemand. Ainsi il déclara à la tribune du Reichstag en 1904 : « Si l'Allemagne devait être exposée à une guerre dans laquelle l'existence du pays serait en jeu, les socialistes allemands prendraient tous le fusil sur l'épaule pour défendre le sol allemand. »

D'un autre côté, les socialistes dits internationaux, au cours du congrès international socialiste de 1912, s'engagèrent formellement à saboter la guerre pour affaiblir leurs régimes nationaux. La lutte intestine entre ouvriers et ouvriers devint de plus en plus aiguë. Mais le 2 août 1914, quand l'assassinat de Sarajevo fut le fanal de la guerre continentale, l'ouvrier allemand marcha, tout comme l'ouvrier français et l'ouvrier anglais, pour défendre son pays.

Ce fut là la dernière victoire de la conception ouvrière nationale sur la doctrine marxiste. Avouez qu'ils avaient tous raison. L'ouvrier sentait nettement qu'avant de reconstruire l'édifice social en feu, il fallait tout d'abord éteindre les flammes.

Ce fut à la guerre mondiale, malgré ses souffrances immondes, malgré ses millions de victimes, de changer à fond l'aspect de la question ouvrière en Allemagne et de faire naître, par la communauté et la camaraderie des tranchées, la communauté nationale ouvrière, qui l'emportait enfin, après vingt autres années, sur un internationalisme néfaste et stérile.

Dimanche prochain, à 20 h. 45, je vous raconterai comment Adolf Hitler, le simple soldat de la guerre mondiale, a pu forger la communauté nationale de tous les ouvriers allemands.

A 101780

L'OUVRIER ALLEMAND
AVANT ET DEPUIS ADOLF HITLER

(24 6-41.)

DANS ma dernière causerie, je vous ai brossé un tableau de l'évolution ouvrière en Allemagne jusqu'au moment de la grande guerre, celle de 1914-1918 et j'ai essayé, ma foi, parce qu'un quart d'heure est un peu court pour traiter un tel problème, de vous décrire aussi objectivement que possible comment, vivant l'un en face de l'autre, et se contrebalançant au point de vue puissance, les deux éléments du mouvement ouvrier allemand, l'un pessimiste, parce que marxiste et international, pessimiste parce que ne voyant le bonheur de la classe ouvrière que dans l'internationalisation d'une destructive lutte des classes, dans l'unification des prolétaires du monde sous l'égide de Moscou, et optimiste l'autre, parce que nationaliste et croyant au progrès social possible par les forces vives du pays, comment ces deux éléments, ainsi arrivés à leur point culminant au moment de la déclaration de la grande guerre où, malgré les résolutions fulminantes du marxisme international, le mouvement ouvrier nationaliste devait l'emporter, pour la dernière fois, en envoyant tous les ouvriers, sans distinction d'opinion, sous les drapeaux.

A partir de cet instant-là, le mouvement marxiste international prit à nouveau le dessus ; le travail souterrain commençait à porter ses fruits. Une propagande, aussi habile que mensongère, fit de

A 101781

H4779-0048A

jour en jour de plus grands ravages dans les cerveaux des ouvriers allemands. Au moment où le Reich, engagé dans la plus formidable lutte pour son existence, ayant contre lui plus de la moitié du globe, avait besoin de toutes ses forces, de toute son unité nationale, les éléments égarés du marxisme international en Allemagne cédèrent aux promesses de plus en plus alléchantes de l'internationale socialiste, du président Wilson et, en fin de compte, des alliés qui faisaient miroiter devant eux les délices du Paradis terrestre à la seule condition qu'ils déposeraient les armes.

Ce que les armes ennemies n'avaient pu obtenir, car le soldat allemand tenait bon jusqu'à la fin et aucun soldat ennemi n'avait jamais foulé le sol de l'Allemagne, le travail souterrain politique du marxisme international le réusssit aisément. Par suite de l'ébranlement des forces morales et de l'effondrement du système gouvernemental en Allemagne, le soldat allemand trouvait finalement derrière lui le chaos.

Ce fut la défaite. Ce fut l'armistice. Ce fut le traité de Versailles.

Loin les promesses de Wilson, loin les délices du Paradis terrestre, loin l'unification sociale du monde.

Ce fut un traité de paix qui spolia le Reich de plus d'un dixième de son sol et de ses habitants, de toutes ses colonies, de tous ses moyens industriels et qui lui prit, chose intolérable pour un peuple qui se respecte, son honneur.

Où étaient, à ce moment-là, les promesses solennelles de l'internationale socialiste ? Loin... comme tout le reste. On avait tout simplement oublié ce qu'on avait promis à l'ouvrier allemand et, ni l'ouvrier français, ni l'ouvrier anglais ne s'opposèrent à l'étranglement de leurs frères allemands.

Or, le marxisme anglais et le français n'étaient pas les seuls à ne pas tenir leurs promesses vis-à-vis du peuple allemand. Le marxisme allemand les tenait encore beaucoup moins et Dieu sait ce qu'il avait promis au peuple allemand.

Certes, en détrônant Guillaume II et les autres princes allemands, le marxisme était arrivé à une certaine domination du peuple. Mais, le premier enthousiasme se tassait très vite et cédait la place à un désenchantement aussi brutal que rapide. Cette nouvelle démocratie, sans doctrine sincère, résolvait bien la question

H4779-0048B

A 101782

sociale pour ces quelques milliers de prétendus chefs, pour les ministres, les fonctionnaires des syndicats et les membres du Reichstag, mais nullement pour la totalité du peuple.

Puis venait l'après-guerre, ces années interminables durant lesquelles le peuple allemand gravissait, patiemment, le chemin de son calvaire.

Ce fut cette époque où l'ancien combattant allemand se vit réclamer, par les alliés victorieux, ses plus illustres chefs de la grande guerre : von Hindenburg et le général Ludendorf et d'autres encore, comme de vulgaires criminels de guerre. Ce fut cette époque où des officiers alliés, en occupation en Rhénanie, chassaient à coups de cravache des trottoirs les Allemands qui, à leur passage, osaient y rester.

Pardonnez-moi d'évoquer devant vous ces souvenirs douloureux, pour moi qui les ai vécus, comme pour vous qui devez les entendre, mais ils sont tellement typiques pour illustrer mon tableau !

Puis ce fut l'inflation, l'effondrement de la monnaie allemande, l'effondrement de toute l'épargne allemande, réduisant à l'état de mendicité — pour ainsi dire — toute la classe moyenne d'un peuple et rendant caduc le règlement du problème social de l'ouvrier allemand.

Ce fut cette époque où 250.000 hommes et femmes se donnèrent la mort pour mettre fin à leurs souffrances. Puis, ce furent les années interminables de misère jusqu'en 1932.

Laissez-moi, ici, faire une observation. Je sais que la population française souffre, souffre de mille et un maux dus à une guerre qui n'est pas terminée, et je sais que le peuple français supporte ces souffrances avec un courage auquel je serai le dernier à refuser ma plus vive admiration.

Mais, croyez-moi — moi qui ai vécu l'après-guerre en Allemagne, qui ai connu l'occupation par des vainqueurs qui n'entendaient pas dominer leur victoire, l'effondrement par l'inflation, et qui ai vécu toutes les douloureuses humiliations dont, vous comme moi, n'aimons plus nous souvenir à l'heure actuelle, ces souffrances que vous endurez en ce moment n'égalent en rien celles qu'ont subies

A 101783

H4779 – 0049

H4779 – 0050

mon pays et ses ouvriers, jusqu'au moment où Adolf Hitler, ouvrier lui-même, les en a délivrés.

Lorsque, le 30 janvier 1933, le Führer prit le pouvoir, à peu près 40 % seulement des ouvriers allemands étaient nationaux-socialistes. Les autres, par un sentiment facile à deviner, celui du désespoir et du mépris des hommes, étaient restés méfiants.

Or, la propagande étrangère affirme qu'il en est toujours ainsi : que le régime national-socialiste ne gouverne que par la terreur et la menace et que l'ouvrier allemand est mené par la Gestapo qui vérifie minutieusement combien de fois il crie « Heil Hitler » par jour, et j'en passe d'autres...

Les histoires qu'on a pu raconter, et qu'on raconte encore à l'heure actuelle, sont tellement ridicules que je n'essaie même pas de les démentir.

Mais, avant de vous expliquer comment Adolf Hitler a su gagner la confiance des masses, permettez-moi de vous poser une question : Si les ouvriers allemands n'étaient pas hitlériens, croyez-vous — réellement — en toute conscience — qu'ils seraient capables de remporter, sous sa direction, et en tant que ses soldats, les brillantes victoires que vous connaissez ?

Mais, n'anticipons pas. Dès le début, Adolf Hitler avait saisi l'interdépendance de la politique étrangère et de la politique sociale du Reich. C'est pour cela que, tout en poussant, dans sa politique étrangère, au rétablissement de l'égalité des droits de son pays par rapport aux autres, il entreprit aussitôt une œuvre de réforme sociale, jusque-là inconnue. « Il ne faut pas exalter l'importance d'une couche sociale devant elle-même », dit-il le 1er mai 1933. « Il convient plutôt d'enseigner à chaque métier la valeur des autres. » Tel fut son programme, tels furent ses actes.

Les deux premiers problèmes auxquels le Führer s'attaqua furent : l'abolition du chômage et le relèvement du paysannat.

Pour assurer la protection de l'ouvrier, il créa cet immense « Front du Travail » qui, comprenant plus de 20 millions d'ouvriers allemands, se chargeait de leur bien-être et de leur direction. Depuis l'effondrement des Assurances sociales dû à la crise économique mondiale, un nouveau système d'assurances permet à l'ou-

A 101784

vrier et à sa famille d'envisager, dorénavant sans crainte, l'incapacité de travail ou même l'invalidité.

La section « Beauté du Travail », du Front du Travail, se charge d'améliorer les conditions du travail dans les usines, en favorisant la construction de chantiers et d'ateliers clairs, bien aérés, de salles de douches, de terrains de sport.

Une autre section, qui s'appelle « La Force par la Joie », organise pour les heures de repos de l'ouvrier allemand des réjouissances facultatives, et ce n'est que depuis qu'existe cette organisation, que des millions d'ouvriers ont connu le théâtre allemand, la musique allemande et tous les autres biens culturels de la nation qui, de ce fait, ne sont plus uniquement le privilège d'une classe.

De même, et grâce à cet organisme « La Force par la Joie », des millions d'ouvriers allemands ont la possibilité de faire des voyages de vacances au delà et en deçà des frontières du Reich. Je me borne à vous citer ces quelques exemples et je m'excuse de ne pas vous en parler plus longuement dans le cadre restreint de ma causerie d'aujourd'hui ; je vous en parlerai, si vous le voulez bien, plus longuement dans d'autres exposés.

Mais avant tout, sachant qu'une révolution ne va pas s'arrêter à la modification des conditions sociales, mais qu'elle doit réformer également les esprits, le Führer a tenu à refaire — par une éducation spirituelle — l'âme allemande.

« Honorez le travail, respectez le travailleur », telle est la devise suprême de l'État ouvrier allemand. Le respect du travail est devenu une réalité directrice non seulement pour le travailleur manuel, mais, au même point, pour le travailleur intellectuel. C'est surtout parce qu'il y a également l'égalité des devoirs vis-à-vis de la communauté nationale, que l'ouvrier allemand ne se sent plus prolétaire ni hors la loi, sachant que sa valeur humaine et nationale est reconnue et récompensée par un nouveau système social.

Je vous ai dit tout à l'heure : au début, l'ouvrier allemand se méfiait un peu des actes et des institutions nouvelles, mais, peu à peu et pas à pas, se rendant compte du changement total de ce qu'il avait connu par expérience, son désespoir et sa méfiance cédèrent à une nouvelle joie de la vie. Je crois que cette évolution

A 101795

H4779 - 0051

H4779 – 0052

était conditionnée surtout par un fait que je vous ai signalé dimanche dernier.

Ayant toujours vu, à la tête de ses syndicats, des chefs ou pourris ou incapables de le diriger, l'ouvrier allemand finit par reconnaître en Adolf Hitler le véritable chef ouvrier qui les aimait et qui, surtout, savait les guider.

Or, l'exemple d'un des leurs, ayant passé comme eux par les mêmes souffrances sociales et simple soldat comme eux, ayant enduré les mêmes épreuves dans les tranchées, finit par séduire l'ouvrier allemand au même point que ses succès sociaux. Et si l'on crut, au début, que, selon la prédiction des anciens chefs marxistes, cette évolution heureuse serait fatalement suivie par la débâcle, là aussi avec le temps l'ouvrier allemand fut détrompé.

Sur de nouvelles bases sociales et économiques, une véritable prospérité commençait à se faire sentir. Bien entendu, chacun avait à remplir certaines obligations vis-à-vis de la communauté nationale, mais ces obligations frappaient les grands chefs d'usines au même point que le petit ouvrier. Il y avait enfin un État socialiste et non pas un État capitaliste.

Tous ces facteurs de la politique du Führer ont pu convaincre l'ouvrier allemand et faire, de l'adversaire de jadis, son plus fidèle partisan. La communauté nationale-socialiste née de l'égalité des devoirs dans les tranchées de la guerre mondiale est réalisée.

Oh ! je sais bien qu'en vous parlant de la sorte des résultats heureux de la politique sociale de mon pays, et de son Führer, mes éternels critiques trouveront encore à me dire que j'avance là des choses sans preuves ; seulement, ce reproche-là ne m'inquiète guère car, d'abord, dans une large proportion, les ouvriers français travaillant en Allemagne peuvent se rendre compte de l'exactitude de mes dires et puis — et c'est là la preuve la plus flagrante — si l'ouvrier allemand n'était pas devenu le partisan le plus fidèle du Führer, les victoires allemandes n'auraient pas été possibles.

Laissez-moi, à la fin de mon exposé d'aujourd'hui, vous conter une petite histoire qui s'est passée récemment, telle que je la cite, dans une usine allemande et qui, à mon avis, reflète la sagesse sociale des fonctionnaires du « Front du Travail ».

Dans cette usine allemande, un des travailleurs français — qui d'ailleurs jouissent des mêmes devoirs et des mêmes privilèges

A 101786

que leurs camarades allemands — un Français, dis-je, s'était bagarré avec un ouvrier allemand, sans graves conséquences cependant. La chose, toutefois, passa devant le représentant du « Front du Travail » qui infligea à l'Allemand une amende de 10 marks et au Français, seulement une de 2 marks. Et voici son raisonnement :

« L'ouvrier allemand, dit-il, que l'éducation communautaire du « Front du Travail » a formé depuis huit ans, doit faire preuve d'une discipline beaucoup plus rigoureuse que son collègue français. » Et tout le monde fut content.

Sur quoi, mes chers auditeurs, je termine ma causerie d'aujourd'hui.

A 101787

H4779 – 0053

H4779 – 0054

AUX OUVRIERS DE FRANCE

(2-7-41.)

Vous m'avez demandé de vous parler plus longtemps des questions sociales. Vos lettres me font pressentir tant de questions que vous voudriez me poser... je vois que tant de problèmes vous tourmentent... et je sais que, pour les traiter tous, il me faudra des semaines... des mois...

C'est pourquoi, et puisque vous me le demandez, je vous parlerai ce soir, non pas de l'évolution ouvrière en Allemagne, mais de vous-mêmes, c'est-à-dire de l'ouvrier français.

Beaucoup d'entre vous, quand je leur ai parlé la dernière fois de la différence entre le marxisme international pessimiste et le socialisme national optimiste, tel que nous l'avons vécu en Allemagne, se sont mis à réfléchir et ont trouvé que, dans le fond, il y a une analogie frappante entre les problèmes sociaux de l'Allemagne d'autrefois et de la France d'aujourd'hui.

Vous n'avez pas tort, car ce que vous vivez en ce moment, nous l'avons vécu, les peines et les soucis que vous avez, nous les avons eus, et quand on est tant soit peu psychologue... que l'on se donne la peine d'étudier l'âme de l'ouvrier... que l'on se donne la peine de chercher une réponse aux pourquoi de la plupart des réactions de l'ouvrier... on arrive fatalement à se poser cette question inévitable : Pourquoi y a-t-il cette lutte des classes en France?... »

A 101788

J'ai longuement réfléchi sur les questions sociales en France ; j'aime à discuter avec l'ouvrier, car étant un socialiste passionné, je suis toujours près de ceux qui, avec les paysans, forment les piliers de la nation : ouvriers et paysans sont et seront toujours mes frères... et leurs peines seront toujours les miennes.

Maintenant, je pressens la réaction de pas mal d'ouvriers parmi vous, mes chers auditeurs, que, pour ce genre de questions, gêne le doctorat qui orne mon nom... qui me voient avec un faux col immense et portant des lunettes, le visage pâli par les nuits passées dans les salles de rédaction. Conscients de leur esprit de classe, ils diront... « Oh ! qu'il nous foute la paix, ce socialiste à la manque... »

Mais puisqu'il est convenu que nous discuterons toujours en toute franchise les problèmes qui nous occupent, je vais vous faire une confidence... Malgré mon beau doctorat, j'ai été ouvrier comme vous, j'ai travaillé comme vous, j'ai eu les mêmes peines, les mêmes soucis que vous... j'ai peiné comme vous en salopette et en savates, et je ne m'en sens pas plus mal pour cela, bien au contraire... C'est cela qui a contribué à forger les liens qui m'attachent à la classe ouvrière, et c'est cela qui me permet, ouvriers qui m'écoutez, de vous tenir le langage que vous comprenez.

Voyez-vous, s'il y a des gens qui se demandent pourquoi vous êtes marxistes, pourquoi vous êtes communistes, pourquoi il y a éternellement cette espèce de haine entre vous et le patronat, entre vous et ce que vous appelez la classe possédante... et qui feignent ne pas le comprendre... je ne suis pas de ceux-là, et la réponse est très facile puisqu'on n'a jamais essayé d'établir entre le patronat, la classe possédante et la classe ouvrière, cette espèce de compréhension, de confiance mutuelle, cette ambiance dans laquelle on peut très bien s'entendre — je dirai même plus — dans laquelle on peut faire des merveilles au point de vue travail et au point de vue rendement.

Les torts sont des deux côtés : du côté du patronat, parce que, dans un esprit par trop capitaliste, la classe possédante gardait trop jalousement ses prébendes, ne cédant qu'aux pires des grèves, et seulement pas à pas ; du côté de la classe ouvrière parce que saoulée par des slogans ronflants qui n'avaient rien de français,

A 101789

H4779 – 0055

H4779 – 0056

que vous ne compreniez peut-être même pas la plupart du temps, empêtrés par des maximes et des dogmes marxistes. Guidée par de mauvais bergers, la classe ouvrière s'est laissée entortiller lentement mais sûrement dans un mélange de pessimisme, de haine et de complexe d'infériorité, qui la rendait de plus en plus aigrie et inapte à toute entente.

Et pourtant, ce pessimisme, cette aigreur, ce complexe d'infériorité à l'égard de ceux qui sont plus fortunés que vous, se comprennent. Quand on vit dans un taudis avec une femme et quatre gosses... que, pour leur donner à manger, on travaille du matin au soir et du soir au matin, dans des conditions infectes, dans des ateliers ou sur des chantiers malpropres, mal aérés, mal éclairés, quand on sent qu'on est considéré comme une bête de somme par ceux qui vous font travailler, on perd automatiquement tout optimisme, toute confiance en une justice humaine... on se considère comme un damné de la terre, et on devient fatalement prolétaire avec tout ce qui s'ensuit... on n'aime plus personne, on n'aime même plus sa propre patrie... on se jette dans les bras du marxisme international... on rêve de révolution sanglante... on veut tout casser, tout démolir sans pouvoir se dire exactement ce qu'on aura après... Mais ça, on s'en fiche... il y aura toujours quelque chose de changé en mieux ou en plus mal... ça n'a plus beaucoup d'importance, après tout...

Voyez-vous, quand, en 1933, Adolf Hitler a pris le pouvoir, il s'est trouvé devant une situation qui pouvait paraître aussi inextricable que celle de la France à l'heure actuelle, à la différence près que nous avions sept millions de chômeurs, quelques millions de communistes et, point important, personne ne nous demandait de collaborer avec nous !...

Je vous ai expliqué, dimanche dernier, en peu de mots, comment le Führer est arrivé à se rendre maître de la situation, et je vous ai dit en plus qu'il ne s'agit nullement pour la France de copier aveuglément ce que nous avons fait, mais que sur le chemin à prendre pour se donner un socialisme qui rende justice à tout le monde, il convient peut-être de profiter de nos expériences.

Vous avez adhéré au communisme parce que vous aviez espéré

BA 101790

qu'il vous rendrait justice et qu'il améliorerait votre situation. Cette expérience n'a pas réussi, vous ne vous en êtes peut-être pas encore rendu compte, mais cela viendra. L'ouvrier allemand, qui autrefois était aussi communiste et peut-être même plus communiste que vous, a compris... Il a compris parce qu'il s'est rendu à l'évidence, et tous ceux parmi vous qui ont été en Russie soviétique, qui ont su regarder autour d'eux et qui ne se sont pas laissé aveugler ou saouler par les beaux slogans, et qui ne se sont pas laissé tromper par la vue de quelques villages de Potemkine, mais qui ont fait leurs comptes en toute clarté d'esprit et en toute logique, ont compris que le communisme en Russie soviétique — cette combinaison judéo-bolcheviste — n'a réussi en vingt-quatre ans d'existence, malgré la richesse de son sol, qu'à passer d'une famine à l'autre, à appauvrir son peuple encore plus qu'il ne l'était avant.

Et tout le reste n'est que du bluff et de l'attrape-nigaud. Tout ce que le communiste sait faire, c'est détruire, et les faits sont là : depuis qu'il existe, il n'a cessé de détruire et d'essayer de détruire, mais il n'a jamais rien construit.

Donc le communisme ne vous mènera à rien, et je suis convaincu que le nombre de ceux qui feront leur cette vérité croîtra de jour en jour.

Dans les lettres que j'ai reçues de la part d'ouvriers français, on m'a souvent posé cette question : « Ne croyez-vous pas que cet ordre nouveau dont vous nous parlez permettra au patronat de reprendre de la bande et de nous priver à nouveau des quelques avantages que nous avons pu obtenir avec tant de peines ? Que vont devenir nos vacances payées et la semaine de 40 heures? » — Sur quoi, je peux vous répondre : « Je suis convaincu que cette communauté nationale que nous avons en Allemagne, vous l'aurez aussi en France... je suis convaincu que vous aurez vos habitations ouvrières... je suis convaincu que vous aurez la beauté du travail comme nous l'avons en Allemagne, et qu'alors, sachant que vous, comme le patronat, ne travaillerez que pour une cause commune, pour la grande communauté nationale de la France, de ce pays que vous aimez et auquel vous êtes attachés plus que jamais, vous reprendrez de l'optimisme, de la joie de vivre ; votre vie

A 101791

H4779 - 0057

aura à nouveau un but ; vous saurez que vous serez aussi estimés que n'importe qui... vous saurez que, dans une communauté nationale, l'homme en salopette a autant de valeur que l'homme en jaquette et en faux col.

Je sais qu'une telle évolution ne se fait ni en six mois ni en un an, mais plus tôt vous vous attellerez à cette tâche, plus tôt vous en connaîtrez les bienfaits.

Pour accomplir cette tâche, vous devez tous vous atteler à la même besogne dans un intérêt commun, abandonner tous les égoïsmes et, conscients du fait que, dans la vie, les hommes comme les peuples ne peuvent compter que sur eux-mêmes s'ils veulent réussir, vous travaillerez tous à donner à la France le socialisme auquel elle a droit et la place qu'elle mérite.

A 101792

H4779 – 0058

HITLER N'EST PAS NAPOLÉON

(6-7-41.)

DEPUIS quinze jours, j'ai écouté un peu à droite et un peu à gauche... j'ai essayé de déterminer les diverses réactions qu'a pu déclencher cette nouvelle phase de la guerre et j'ai pu constater que, si le contentement et la joie parmi les Français sont unanimes, les raisons n'en sont pas partout les mêmes.

En effet, j'ai distingué à peu près quatre catégories de gens différemment enchantés.

La première catégorie — la plus importante — c'est celle des Français qui ont hésité à se rallier à une entente avec l'Allemagne, et qui, à l'heure actuelle, apprécient les raisons politiques qui ont empêché le Reich durant un an et demi de se débarrasser de ce fardeau.

La deuxième catégorie englobe ceux qui sont sincèrement et depuis longtemps pour la collaboration franco-allemande. Ce sont ceux qui voient, dans ce conflit entre Berlin et Moscou, la justification de leur attitude, et qui professent maintenant, et à juste titre, leur foi inébranlable en le destin de la collaboration franco-allemande et de l'Europe nouvelle.

La troisième catégorie est celle des gens dont la joie primitive a tourné en déception et en désespoir. C'est celle des communistes convaincus, qui étaient tous fous de joie quand on leur annonça le conflit entre l'U. R. S. S. et le Reich, et qui furent si vite désen-

A 101793

H4779 – 0059

chantés lorsqu'ils apprirent que le Reich avait pris les devants et que, de ce fait, l'attentat de la coalition anglo-bolcheviste n'avait pas réussi.

Et la quatrième catégorie, celle des germanophobes, qui comptaient fermement — comme me le dit un auditeur anonyme — que l'Allemagne serait définitivement écrasée sur les vastes champs de bataille de la Russie.

Cette catégorie-là s'est lancée dans des combinaisons stratégiques dignes de stupéfier Napoléon Ier et le grand poète européen qu'était Victor Hugo, dont on recherche à l'heure présente les livres dans toutes les bibliothèques.

On se plaît dans cette catégorie à tirer des parallèles entre Napoléon et le Führer, et on est convaincu de l'analogie des résultats.

C'est pour cela que je voudrais dédier ma causerie d'aujourd'hui à cette quatrième catégorie, car leur thèse qui commence à faire des ravages dans pas mal de têtes m'intéresse et me paraît digne d'une réponse.

C'est pourquoi, messieurs les antieuropéens, laissez-moi d'abord établir une chose. Croyez-vous vraiment que le Führer qui, entre autres, est un homme qui a énormément lu dans sa vie, et ses généraux, tous élèves de von Schlieffen et de von Clausewitz, n'ont pas lu et tenu compte de l'histoire militaire du grand stratège Napoléon? Si telle est votre conviction, ce qui après tout est possible, laissez-moi vous convaincre du contraire.

Voulez-vous me suivre, cartésiens que vous voulez être, cinq minutes, en toute objectivité ? Même en laissant de côté une erreur grossière commise par le roi Murat, Napoléon-Bonaparte a été battu en Russie grâce à un facteur dont il ne semblait pas apprécier toute l'étendue. Ce facteur était la dimension du pays et la façon dont les Russes s'en servaient. Ce qui prouve qu'en guerre comme en mathématiques, l'inconnue est toujours l'ennemie du calcul.

L'arme classique de l'empereur était l'infanterie, cette infanterie magnifique, composée de vétérans de Lodi, des Pyramides, de Marengo. Or, d'une part, cette arme principale de Napoléon pour arriver à la frontière de la Russie devait franchir près de 2.000 kilomètres à pied, et, d'autre part, était nettement insuffisante pour vaincre les espaces de la Russie.

H4779 – 0060

A 101794

Depuis... les temps ont changé. Dans l'ère des stukas, des avions de chasse et des chars blindés dont dispose l'Allemagne, les espaces ne présentent plus les mêmes obstacles. Rappelez-vous un peu avec quelle rapidité l'armée allemande, il y a juste un an, a réparé le réseau des chemins de fer français, et pour peu que vous sachiez être logiques, vous conviendrez avec moi qu'il n'y a aucune comparaison possible entre les colonnes à chevaux de l'empereur Napoléon et le système des communications et renforts allemands.

Tout expert en matière militaire vous confirmera d'ailleurs aisément que depuis le début de l'ère de la technique, que depuis le premier sifflement d'une locomotive, l'espace russe, tant redouté autrefois à la suite de la défaite de Napoléon, ne présente plus à une armée moderne des difficultés insurmontables.

Rappelez-vous que, même sans stukas et sans chars d'assaut, durant la guerre mondiale, l'armée allemande l'avait déjà emporté sur le rouleau compresseur russe, sur lequel les armées du monde entier avaient mis tant d'espoirs, et qu'en 1917, l'armée allemande avait contraint la Russie à la paix de Brest-Litowsk.

Encore faut-il pour tenir compte de cet argument vous rappeler que l'Allemagne avait à soutenir une guerre à deux fronts et que l'Allemagne à l'époque presque entièrement encerclée ne pouvait opposer à la Russie qu'une fraction assez limitée de ses effectifs. Sachez, par exemple, que la bataille de Tannenberg, qui a anéanti une grande partie de l'armée russe, fut gagnée par des effectifs numériquement tellement faibles, que sur certains secteurs du champ de bataille on trouvait un fantassin allemand tous les 50 mètres.

Aujourd'hui, par contre, toute la masse de l'armée de terre et de l'armée de l'air de l'Allemagne se concentre contre le seul adversaire continental qui subsiste : la Russie soviétique.

Oh ! je sais très bien, messieurs les éternels critiques, que vous ne me croyez pas, que vous comptez sur des facteurs inconnus, sur des miracles, sur des aides venant de je ne sais où et à la dernière heure. Vous n'avez pas l'appréciation juste de la force immense que donnent à l'armée allemande son esprit combatif admirable, ses moyens techniques plus que parfaits, et surtout la stratégie de ses chefs.

Cette stratégie des armées nationales-socialistes allemandes a

A 21795

H4779 – 0061

H4779 – 0062

fait ses preuves en Pologne, en Norvège, en France, en Afrique et sur les Balkans ; elle tient compte dans ses conceptions des fautes commises par Napoléon, et, basée sur des moyens énormes, elle remportera sur la Russie soviétique la plus brillante de ses victoires.

Sur quoi les éternels critiques me répondront, je le sais et ça ne m'étonne pas : « Si l'Allemagne était réellement à même de faire la guerre-éclair contre la Russie, eh bien ! à l'heure actuelle, elle serait arrivée à l'Oural... » Sur quoi, je leur réponds : « Messieurs les perroquets, vous répétez très bien la petite leçon de la propagande ennemie, mais vous oubliez une chose : c'est que nous ne sommes pas fous... nous ne sommes pas fous du tout. Je ne suis pas dans le secret des dieux, et je ne sais rien des intentions militaires allemandes, mais je puis vous assurer que si nous ne sommes pas à l'Oural ou à quelque endroit en Asie, c'est que nous ne sommes pas assez fous pour retomber dans les fautes de Napoléon.

Si Napoléon a perdu la guerre de Russie, c'est principalement parce qu'il n'a pas assuré suffisamment son étape et ses communications, et parce qu'il ne connaissait pas dès le début la tactique de ses adversaires. Si Napoléon a remporté sa première grande victoire à Smolensk — victoire sans portée décisive, d'après ce que disent les historiens — nos batailles décisives se déroulent beaucoup plus à l'ouest de la Russie.

Toutes les difficultés qui peuvent se présenter en Russie, nous les connaissons, mais nous connaissons surtout la tactique de nos adversaires — de tous nos adversaires — et c'est cela qui nous différencie foncièrement de Napoléon. Et si les gens que vous connaissez — ils ne sont pas nombreux heureusement — misent encore à l'heure actuelle sur une défaite allemande dans les plaines de l'Europe orientale, qu'ils persistent dans leurs idées, cela n'a guère d'intérêt pour nous.

L'attentisme et la réaction sont permis dans toutes leurs formes... mais il ne faut pas que la France en meure.

18.588. — Imprimerie Charaire, à Sceaux. — 12-41.

A 101796

H4779 – 0063

DOC. R.F. N° 11/12

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMINELS de GUERRE - NUREMBERG
MINISTÈRE PUBLIC
DÉLÉGATION FRANÇAISE

F 1d-4779

A 101731

H4779 – 0064